

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

PARAISSANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au
Directeur de l'imprimerie Nationale à Rufisque
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus
tard le mardi. Elles sont payables d'avance.

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les
lettres demandant réponse doivent être accompagnées
de la somme de 50 francs

TARIF DES ABONNEMENTS

	VOIE NORMALE		VOIE AÉRIENNE	
	Six mois	Un an	Six mois	Un an
Sénégal et autres États de l'ex-A.O.F.	3.000 frs	5.000 frs	4.200 frs	7.500 frs
France ex A.E.F., A.F.N. ...	3.500 frs	6.000 frs	5.500 frs	9.500 frs
Étranger, ...	5.000 frs	8.000 frs	7.500 frs	13.500 frs
Prix du numéro : Année courante...	150 frs	—	Années antérieures...	200 frs
Recommandé : Année courante...	245 frs	—	Années antérieures...	295 frs
Avion recom : Année courante...	270 frs	—	Années antérieures...	320 frs
Voie ordinaire : Année courante...	210 frs	—	Années antérieures...	260 frs

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 125 francs

Chaque annonce répétée Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 500 f pour les annonces)

Compte postal : 45-29 - DAKAR

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS, ARRÊTÉS ET DÉCISIONS

PRIMATURE

DÉLÉGATION GÉNÉRALE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

1976		
21 août	Arrêté interministériel n° 10336 P.M.-D.G.R.S.T. portant approbation du budget de l'Institut de Technologie alimentaire, exercice 1975-1976	1453
11 août	Décision ministérielle n° 9853 P.M.-D.G.R.S.T.-D.A.A.F. autorisant le versement de la 3 ^e tranche de la subvention au titre de la participation du Sénégal au fonctionnement des organismes de Recherches scientifiques	1452

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

1976		
11 août	Arrêté ministériel n° 9617 M.F.A.E.-D.G.T.-D.M.C. accordant une dérogation aux dispositions de l'article 32 de la loi n° 76-52 du 9 avril 1976, portant organisation de la profession bancaire et des professions s'y rattachant et réglementation du crédit	1452
11 août	Arrêté ministériel n° 9647 M.F.A.E.-D.G.T.-D.D. portant abrogation de la clause résolutoire grévante l'immeuble faisant l'objet du titre foncier n° 834 du cercle de Louga	1452
11 août	Arrêté ministériel n° 9674 M.F.A.E.-D.G.T.-D.M.C. portant délégation de signature pour un compte spécial du Trésor	1452
11 août	Arrêté ministériel n° 9681 M.F.A.E.-D.G.T.-D.M.C. fixant les règles de fonctionnement du compte spécial du Trésor « Frais de contrôle des Sociétés d'Économie mixte »	1452
11 août	Arrêté ministériel n° 9697 M.F.A.E.-D.C.I.P. fixant les prix de vente des batteries	1453
16 août	Arrêté ministériel n° 9977 M.F.A.E.-C.A.O. portant agrément d'un fabricant autorisé à exporter des spiritueux au Sénégal	1453
24 août	Arrêté interministériel n° 10402 M.F.A.E.-D.G.L.D.-C.A.D. prononçant l'agrément de MM. Abdoulaye Diop et André Kény, en qualité de coassociés privés	1453
27 août	Arrêté ministériel n° 10677 M.F.A.E.-D.C.I.P. portant approbation du budget 1976-1977 de la Chambre de commerce, d'industrie et d'artisanat de la Région du Cap-Vert	1453

1976

27 août	Arrêté ministériel n° 10727 M.F.A.E.-D.G.L.D.-D.D. portant attribution définitive d'une parcelle de terrain sise à Bambey	1453
27 août	Arrêté ministériel n° 10732 M.F.A.E.-D.C.I.-P. fixant le prix de vente des dattes	1454
28 août	Arrêté ministériel n° 10764 M.F.A.E.-D.C.N.E.S. portant approbation du compte prévisionnel (exercice 1976-1977) de la Caisse nationale d'Épargne	1454
13 août	Arrêté ministériel n° 9826 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. portant augmentation du plafond de la caisse d'avances de l'Assemblée nationale « Frais de mission à l'Étranger »	1454
21 août	Arrêté ministériel n° 10315 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. portant création d'une caisse d'avances au Foyer de Khassoua, département de Fatick	1454
21 août	Arrêté ministériel n° 10316 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. portant augmentation du plafond de la caisse d'avances du Parc national de la Bassa Casamance	1454
21 août	Arrêté ministériel n° 10318 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. portant création d'une caisse d'avances au Centre horticole de Ziguinchor	1454
28 août	Arrêté ministériel n° 10647 M.F.A.E.-D.G.T.-D.A.P. portant modificatif à l'article 4 de l'arrêté n° 4119 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. du 15 avril 1976 créant une caisse d'avances au Centre de pêche de Joul	1454
27 août	Arrêté ministériel n° 10680 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. abrogeant l'arrêté n° 12439 M.F.-D.C.P.-T du 25 août 1964 et portant création d'une caisse d'avances à l'École nationale des Cadres ruraux de Bambey	1454
28 août	Arrêté ministériel n° 10751 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. portant création d'une caisse d'avances auprès du Ministère des Affaires étrangères « Pétroli-mage à la Mecque 1976 »	1455
27 août	Arrêté ministériel n° 10712 M.F.A.E.-D.C.I.D.-D.D. prescrivant l'ouverture d'une enquête au sujet du projet d'implantation par la SENELEC de la ligne de 39 kv reliant le poste de la Cité BATA à Ndankoo	1455
27 août	Arrêté ministériel n° 10713 M.F.A.E.-D.C.I.D.-D.D. prescrivant l'ouverture d'une enquête au sujet du projet d'implantation par la SENELEC de la ligne de 39 kv, D.S.P. II reliant le poste Fédérat-Thions à Lam-Lam	1455
11 août	Décision ministérielle n° 9599 M.F.A.E.-D.T. portant application de la loi n° 61-20 du 19 mars 1961	1455
12 août	Décision ministérielle n° 9813 M.F.A.E.-D.N.G.B.-P.E.R. accordant un témoignage de satisfaction	1455
27 août	Décision ministérielle n° 10678 M.F.A.E.-D.G.T.-D.M.C. autorisant le versement de la somme de soixante-huit millions six cent mille francs à la SONAFOR, représentant la souscription de l'État du Sénégal à l'augmentation du capital de ladite société	1455

1975		
27 août	Décision ministérielle n° 10711 M.F.A.E.-D.G.A.T.-D.C.E.P. portant constitution d'une avance de fonds à régulariser pour la participation du Sénégal au manifestations commerciales internationales (2 ^e semestre 1976)	1455
27 août	Décision ministérielle n° 10714 M.F.A.E.-D.G.F.-D.B.1 portant règlement partiel aux dépenses de personnel de l'assistance technique belge, pendant les mois d'avril, mai et juin 1976 et rappel de salaire pendant les périodes du 15 novembre 1975 au 30 mars 1976 à M. Peraya D. et du 13 au 30 mars 1976 à M. Heyoux A.	1456
27 août	Décision ministérielle n° 10715 M.F.A.E.-D.G.F.-D.B.1 autorisant le versement de la participation du Sénégal à la rémunération du personnel de l'assistance technique allemande, pour la période du 1 ^{er} septembre 1975 au 29 février 1976	1456
27 août	Décision n° 10729 M.F.A.E.-D.G.F.-D.B.1 autorisant le remboursement des frais de transport à M. Mansour Ndiaye, agent comptable, en service à l'Ambassade du Sénégal à Kinshasa, Zaïre	1456
27 août	Décision n° 10730 M.F.A.E.-D.G.F.-D.B.1 autorisant le remboursement des frais de transport à M. Demba Yoro Ndiaye, gardien de la paix, en service au commissariat de Gaedjawaye Pikine, Dakar	1456
27 août	Décision n° 10731 M.F.A.E.-D.G.F.-D.B.1 autorisant le remboursement des frais de transport à M. Mamadou Dieng, secrétaire d'ambassade, en service à la portion centrale au Ministère des Affaires étrangères	1457

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

1976		
30 juin	Arrêté ministériel n° 7438 M.INT.-D.C.L. portant approbation du budget de la commune de Nioundou-Rip, gestion 1976-1977	1457
30 juin	Arrêté ministériel n° 7439 M.INT.-D.C.L. portant rectification et approbation du budget de la commune de Mkhé, gestion 1976-1977	1457
30 juin	Arrêté ministériel n° 7440 M.INT.-D.C.L. portant rectification et approbation du budget de la commune de Mboar, gestion 1976-1977	1457
30 juin	Arrêté ministériel n° 7441 M.INT.-D.C.L. portant rectification et approbation du budget de la commune de Guinguinée, gestion 1976-1977	1458
30 juin	Arrêté ministériel n° 7442 M.INT.-D.C.L. portant rectification et approbation du budget de la commune de Foundiougne, gestion 1976-1977	1458
30 juin	Arrêté ministériel n° 7443 M.INT.-D.C.L. portant rectification et approbation du budget de la commune de Fatik, gestion 1976-1977	1458
30 juin	Arrêté ministériel n° 7444 M.INT.-D.C.L. portant rectification et approbation du budget de la commune de Dakar, gestion 1976-1977	1458
30 juin	Arrêté ministériel n° 7450 M.INT.-D.C.L. portant approbation du budget de la commune de Rignona, gestion 1976-1977	1459
30 juin	Arrêté ministériel n° 7451 M.INT.-D.C.L. portant approbation du budget de la commune de Bakel, gestion 1976-1977	1459
3 juillet	Arrêté ministériel n° 7708 M.INT.-D.C.L. portant approbation d'un virement de crédits au budget de la commune de Kaolack, au titre de la gestion 1976-1977	1459
3 juillet	Arrêté ministériel n° 7709 M.INT.-D.C.L. portant approbation d'un virement de crédits au budget de la commune de Saint-Louis, au titre de la gestion 1975-1976	1459
24 juillet	Arrêté ministériel n° 8731 M.INT.-D.C.L. portant rectification et approbation du budget de la commune de Gossas, gestion 1976-1977	1459
24 juillet	Arrêté ministériel n° 8732 M.INT.-D.C.L. portant approbation de 2 virements de crédits au budget de la commune de Kédougou, au titre de la gestion 1975-1976	1460

1976		
11 août	Arrêté ministériel n° 9670 M.INT.-D.C.L. portant approbation d'un virement de crédits au budget de la commune de Linguère, au titre de la gestion 1975-1976	1461
11 août	Arrêté ministériel n° 9671 M.INT.-D.C.L. portant approbation d'un virement de crédits au budget de la commune de Joal-Fadiouth, au titre de la gestion 1975-1976	1461
11 août	Arrêté ministériel n° 9672 M.INT.-D.C.L. portant approbation d'un virement de crédits au budget de la commune de Mookhé, au titre de la gestion 1975-1976	1461
16 août	Arrêté ministériel n° 9995 M.INT.-D.C.L. portant approbation d'une autorisation spéciale de recettes et de dépenses de 500.000.000 de francs au budget de la commune de Diourbel, pour la gestion 1976-1977	1461
16 août	Arrêté ministériel n° 9999 M.INT.-D.C.L. portant approbation d'un virement de crédits au budget de la commune de Sokone, au titre de la gestion 1975-1976	1462
17 août	Arrêté ministériel n° 10006 M.INT.-D.C.L. portant approbation d'un virement de crédits au budget de la commune de Foundiougne, au titre de la gestion 1975-1976	1462
17 août	Arrêté ministériel n° 10097 M.INT.-D.C.L. portant approbation d'une autorisation spéciale de recettes et de dépenses de 50.000.000 de francs au budget de la commune de Rignona, au titre de la gestion 1976-1977	1462
17 août	Arrêté ministériel n° 10098 M.INT.-D.C.L. portant approbation d'une part du taux de la taxe rurale et d'autre part du programme d'emploi de la taxe rurale de la Région du Fleuve, au titre de la gestion 1976-1977	1462
18 août	Arrêté ministériel n° 10157 M.INT.-D.A.G.T. portant autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un débit de boissons sous le régime de la grande licence à Ouagou-Niaye	1462
20 août	Arrêté ministériel n° 10282 M.INT.-D.A.G.T. portant fermeture pour une durée d'un mois du bar à l'enseigne « Le Dagorne » sis 11, rue Dagorne à Dakar	1463
20 août	Arrêté ministériel n° 10283 M.INT.-D.A.G.T. rapportant l'arrêté n° 802 M.INT.-D.A.G.T. du 29 janvier 1976 portant gérance libre de la pâtisserie-salon de thé-snack-bar « La parisienne » sis 27, avenue du Président Lamine-Guèye à Dakar	1463
20 août	Arrêté ministériel n° 10272 M.INT.-D.A.G.T. portant autorisation de dénomination d'un bar	1463
23 août	Arrêté ministériel n° 10391 M.INT.-D.A.G.T. portant autorisation d'adjoindre un dancing au bar-restaurant « Un coup sur le pouce » sis à l'avenue Félix-Eboué à Dakar	1463
25 août	Arrêté ministériel n° 10332 M.INT.-D.A.G.T. portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'hôtel « Dior » sis à Kaolack	1463
26 août	Arrêté n° 10257 M.INT.-D.A.G.T. portant autorisation de transfert de restes mortels	1463
26 août	Arrêté n° 10258 M.INT.-D.A.G.T. portant autorisation de transfert de restes mortels	1463
26 août	Arrêté n° 10259 M.INT.-D.A.G.T. portant autorisation de transfert de restes mortels	1463
26 août	Arrêté n° 10260 M.INT.-D.A.G.T. portant autorisation de transfert de restes mortels	1463
26 août	Arrêté n° 10261 M.INT.-D.A.G.T. portant autorisation de transfert de restes mortels	1463
28 août	Décision ministérielle n° 10374 M.INT.-D.G.S.N.-D.P. arrêtant la liste des candidats admissibles aux épreuves orales du concours direct organisé par l'arrêté n° 2719 M.INT.-D.G.S.N.-D.P. du 16 mars 1976 pour le recrutement d'élèves-inspecteurs de police et fixant la date de cette épreuve	1463

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

1976

- 23 août..... Arrêté ministériel n° 10363 M.E.N.-S.G.-S EX C. portant admission à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (C.A.E.-C.E.G.) session de 1975 1463
- 24 août..... Arrêté interministériel n° 10427 M.E.N.-M.E.S. portant admission d'instituteurs titulaires en première année du premier cycle de la faculté des Sciences et de la faculté des Lettres et Sciences humaines en vue de leur entrée à l'École normale supérieure 1468
- 25 août..... Décision ministérielle n° 10508 M.E.N.-S.G.-D.B.E. portant attribution d'heures supplémentaires pour le fonctionnement de certains établissements relevant du Ministère de l'Éducation nationale, année scolaire 1975-1976 1464
- 25 août..... Décision ministérielle n° 10543 M.E.N.-S.G.-S.E.X.C. portant additif à la décision n° 6128 du 1^{er} juin 1976 fixant la composition des commissions de surveillance des épreuves du concours d'entrée en classe de 6^e des lycées, C.E.G. et S.N. (session de 1976) 1465
- 28 août..... Décision ministérielle n° 10622 M.E.N.-S.G.-S EX C. portant admission au concours d'entrée en classe de transition du collège d'enseignement général franco-arabe de Dakar, session de 1976-1977 1463
- 29 août..... Décision ministérielle n° 10737 M.E.N.-S.G.-D.B.E. portant attribution d'heures supplémentaires pour le fonctionnement de certains établissements relevant du Ministère de l'Éducation nationale, pour l'année scolaire 1975-1976 1465

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

1976

- 24 août..... Arrêté n° 10452 M.J.-A.C.S. accordant une permission de 45 jours avec autorisation de s'absenter du territoire, à M^{re} Charles Diène Senghor, huissier à Dakar et désignant M. Ousmane Diouf, greffier au Tribunal, pour assurer la gestion provisoire de son étude 1467
- 28 août..... Arrêté n° 10623 M.J.-A.C.S. accordant une permission de 45 jours à M^{re} Amadou Diop, huissier à Dakar et désignant M. Moussa Diouf, clerc assermenté pour assurer la gestion provisoire de son étude. 1467

MINISTÈRE DES FORCES ARMÉES

1976

- 9 août..... Décision ministérielle n° 9558 M.F.A.-CAB A.C. autorisant le versement d'une subvention de fonctionnement à l'Office national des Anciens combattants (O.N.A.C.), au titre de la gestion 1976-1977 1457
- 25 août..... Décision ministérielle n° 10630 M.F.A.-B.G.I.A. autorisant le personnel du bureau de gestion de l'immeuble administratif à effectuer des heures supplémentaires pour la gestion 1976-1977 1467

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE L'HYDRAULIQUE

1976

- 25 août..... Arrêté ministériel n° 10522 M.D.R.H.-D.C.P.A. abrogeant et remplaçant les articles n° 11 et 13 de l'arrêté n° 7305 du 25 juin 1976 portant organisation de la Direction générale de la Production agricole 1467
- 27 août..... Arrêté interministériel n° 10692 M.D.R.H.-M.F.A.E. portant modalités de rémunération des organismes de collecte, de pesage et présidents de coopératives pour la campagne de commercialisation du paddy 1975-1976 1468
- 29 août..... Décision ministérielle n° 10771 M.D.R.H. portant agrément de coopératives 1469
- 30 août..... Décision ministérielle n° 10772 M.D.R.H. portant agrément de coopératives 1469

1975

- 1^{er} septembre..... Décision interministérielle n° 10830 M.D.R.H.-SAGE-G.E.S.T. autorisant le personnel du bureau de coordination de l'O.M.V.S. à effectuer des heures supplémentaires 1469
- 24 août..... Décision n° 10104 M.D.R.H.-SAGE-GEST. instituant une commission de réception de matériel et fournitures de bureau au cabinet du Développement rural et de l'Hydraulique, session 1976-1977 1468

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

1976

- 23 août..... Arrêté interministériel n° 10397 M.E.S.-U.N. COUD. rendant applicables aux agents non fonctionnaires du Centre des œuvres universitaires de Dakar, les dispositions du décret n° 74-317 du 12 avril 1974 fixant le régime spécial applicable aux agents non fonctionnaires de l'Etat 1460
- 21 août..... Décision ministérielle n° 10361 M.E.S.-SAGE autorisant le versement de la participation du Sénégal au fonctionnement de l'Université de Dakar pour le compte de l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) Dakar 1470

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE L'ENVIRONNEMENT

1976

- 23 août..... Décision ministérielle n° 10372 M.D.I.E. accordant une subvention à la SONEP (budget de fonctionnement) 1470
- 26 août..... Décision ministérielle n° 10600 M.D.I.E. portant rectificatif à la décision n° 9694 du 11 août 1974 accordant une subvention à l'administration autonome de la zone franche industrielle (budget de fonctionnement) 1470
- 26 août..... Décision ministérielle n° 10636 M.D.I.E. portant rectificatif à la décision n° 9615 du 11 août 1976 accordant une subvention à la SONEPHA (budget de fonctionnement) 1470

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'URBANISME ET DES TRANSPORTS

1976

- 28 août..... Arrêté ministériel n° 10756 M.T.P.U.T.-D.T. fixant les modalités de changement d'immatriculation pour les véhicules routiers appartenant ou affectés aux établissements publics 1470

MINISTÈRE DE L'INFORMATION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LES ASSEMBLÉES

1976

- 31 août..... Arrêté ministériel n° 10834 M.I.T.-CH.R.A.-D.O.P.T.-2 D. portant création d'un bureau secondaire à Kaolack Ndorong 1479
- 31 août..... Arrêté ministériel n° 10835 M.I.T.-CH.R.A.-D.O.P.T.-2 D. portant création d'un bureau secondaire à Maleme Hoddar 1479
- 31 août..... Arrêté ministériel n° 10838 M.I.T.-CH.R.A.-D.O.P.T.-2 D. portant création d'un bureau secondaire à Tanaf 1471

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

1976

- 27 août..... Arrêté ministériel n° 10714 M.F.P.T.E.-D.F.P.-B.-EX. portant nomination d'une commission de correction du concours professionnel d'accès dans le corps des agents techniques d'agriculture 1471
- 3 septembre..... Arrêté interministériel n° 10888 M.F.P.T.E.-D.F.P.-D.E. fixant la quote-part que le fonctionnaire doit verser à l'administration en cas de cumul autorisé 1471
- Nominations, mutations, etc., concernant le personnel 1471

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

1976

13 août. Arrêté ministériel n° 9886 M.J.S.-D.J.A.S.E. portant création d'une commission nationale dite « commission nationale pour la relance du théâtre populaire et de la musique » 1472

COUR SUPRÊME

1976

24 juillet. Arrêts n°s 1-C-76 et 2-C-76 1472

COUR D'APPEL

Liste des commissaires aux comptes 1473

Fixation de dates d'audiences de vacations 1473

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 1474

PARTIE OFFICIELLE

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET DÉCISIONS

PRIMATURE

DÉLÉGATION GÉNÉRALE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 10336 P.M.-M.F.A.E. en date du 21 août 1976 portant approbation du budget de l'Institut de Technologie alimentaire, exercice 1975-1976.

Article premier. — Est approuvé le budget de l'Institut de Technologie alimentaire, exercice 1975-1976, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 137.000.000 de francs C.F.A.

Fonctionnement

Chapitre 454, article 4730

Art. 2. — Les investissements s'élèvent à la somme de 35.000.000 de francs C.F.A.

Equipement

Chapitre 2806, article 3010-2

Art. 3. — Le directeur de l'Institut de Technologie alimentaire, l'agent comptable central, le contrôleur des opérations financières, et l'agent comptable particulier de l'Institut de Technologie alimentaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

DECISION MINISTERIELLE n° 9653 P.M.-D.G.R.S.T.-D.A.A.F. en date du 11 août 1976 autorisant le versement de la 2^e tranche de la subvention au titre de la participation du Sénégal au fonctionnement des organismes de recherche scientifique

Article premier. — Est autorisé le versement de la somme de 235.000.000 de francs au titre de la participation du Sénégal au fonctionnement des organismes de recherche scientifique en faveur de l'Institut sénégalais de Recherches agricoles.

Art. 2. — La dépense, imputable sur les crédits du budget général, gestion 1976-1977, chapitre 454, article 6540, sera mandatée au profit de l'agent comptable central des établissements publics, compte 52-03-40-33, ouvert dans les écritures de la Trésorerie générale du Sénégal à Dakar.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

ARRETE MINISTERIEL n° 9617 M.F.A.E.-D.G.T.-D.M.C. en date du 11 août 1976 accordant une dérogation aux dispositions de l'article 32 de la loi n° 76-52 du 9 avril portant organisation de la profession bancaire et des professions s'y rattachant et réglementation du crédit.

Article premier. — En application des dispositions de l'article 40 de la loi 76-52 du 9 avril 1976, la Banque nationale de Développement du Sénégal est autorisée par dérogation aux dispositions de l'article 32 de la loi n° 76-52, à détenir respectivement dans le capital de la SISCOMA et de la SIV des participations égales à 50 % et 62,14 %.

Art. 2. — Le directeur de la Monnaie et du Crédit et le directeur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRETE MINISTERIEL n° 9647 M.F.A.E.-D.G.I.D.-D.D. en date du 11 août 1976 portant abrogation de la clause résolutoire grevant l'immeuble faisant l'objet du titre foncier n° 824 du cercle de Louga.

Article premier. — Est prononcée l'abrogation de la clause résolutoire de mise en valeur grevant l'immeuble objet du titre foncier n° 824 du cercle de Louga appartenant à M. Mactar Diop, commerçant à Darou-Mousty.

Art. 2. — Le directeur général des Impôts et des Domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARRETE MINISTERIEL n° 9674 M.F.A.E.-D.G.T.-D.M.C. en date du 11 août 1976 portant délégation de signature pour un compte spécial du Trésor.

Article premier. — Délégation est donnée à M. Abdoul Wane, administrateur civil, contrôleur d'Etat de la coordination à la Direction de la Monnaie et du Crédit pour signer les ordres de paiement et les titres de recettes du compte spécial du trésor ouvert par la loi de finances du 12 juin 1976 désigné ci-après :

« Frais de contrôle des sociétés d'économie mixte ». La signature de M. Abdoul Wane sera précédée de la formule suivante :

« Pour le ministre des Finances et des Affaires économiques et par délégation ».

Art. 2. — Le directeur de la Monnaie et du Crédit et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRETE MINISTERIEL n° 9681 M.F.A.E.-D.G.T.-D.M.C. en date du 11 août 1976 fixant les règles de fonctionnement du compte spécial du Trésor « Frais de contrôle des sociétés d'économie mixte ».

Article premier. — Le compte spécial du Trésor, compte d'affectation spéciale « Frais de contrôle des sociétés d'économie mixte », ouvert par la loi de finances n° 76-59 du 12 juin 1976, fonctionne dans les conditions fixées ci-après :

Art. 2. — Sont comptabilisés en recettes au compte fixé à l'article 1^{er} ci-dessus :

— Les indemnités, tantièmes ou jetons de présence alloués aux fonctionnaires par les sociétés de droit privé dont une partie du capital est souscrite par l'Etat;

— Les participations desdites sociétés aux frais de contrôle et de surveillance que suscite leur fonctionnement; contrôle et surveillance par des services publics;

— Le prélèvement représentant 1 % des dividendes versés annuellement à l'Etat par les sociétés concernées ayant réalisé des bénéfices.

Les titres de perception sont constitués par des ordres de recette.

Art. 3. — Sont imputées au débit du compte d'affectation spéciale visé aux articles précédents :

— Les indemnités aux présidents des conseils d'administration, aux contrôleurs d'Etat, aux administrateurs ainsi qu'aux membres des comités de direction ou de gestion suivant un barème fixé par le Gouvernement;

— Les remises pour travaux (à la tâche) effectués au profit des services de contrôle;

— Les frais de mission, de transport et d'expertise ainsi que des stages qui pourraient être organisés pour la formation professionnelle des contrôleurs;

— Les dépenses afférentes aux frais de fonctionnement et de gestion des services de contrôle, notamment l'achat de véhicules de contrôle, carburant lubrifiant, matériel et fourniture de bureau;

— Les dépenses ci-dessus font l'objet d'ordre de paiement appuyés des pièces normalement prévues en matière de comptabilité publique.

Lrt 4. — Au début de chaque année budgétaire un compte prévisionnel des recettes par catégories de produits et des dépenses par catégories est établi par l'administrateur des crédits.

Art. 5. — Le directeur général du Trésor et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRETE MINISTERIEL n° 9697 M.F.A.E.-D.C.I.P. en date du 11 août 1976 fixant les prix de vente des batteries

Article premier. — Les prix de vente maximaux des batteries sèches et chargées fabriquées au Sénégal sont fixés ainsi qu'il suit :

	Prix de vente		
	Gros		Détail
	Sèches	Chargées	Chargées
Batteries 6 v			
M1 T 11	4.841	5.709	7.421
M1 S 11	5.311	6.179	8.032
M2 S 12	6.364	7.199	9.358
B2 S 13	6.438	7.273	9.454
B3 S 14	7.173	8.283	10.767
M3 T 23	6.334	7.169	9.319
M3 S 23	7.173	8.283	10.767
M4 T 32	7.173	8.283	10.767
M4 S 32	8.030	9.294	12.082
M5 S 51	10.254	11.913	15.486
M6 S 56	12.654	14.555	18.921
M16 S 58	30.271	33.018	42.923
Batteries 12 v			
B8 AMI 6 D	7.686	8.543	11.105
B8 AMI 6 G	7.686	8.543	11.105
B8 A 10 D	8.030	9.294	12.082
B8 A 10 G	8.030	9.294	12.082
B10 T 60	8.144	9.111	11.844
B10 S 60	8.885	10.022	13.028
M10 S 62	9.243	10.380	13.494
M10 S 62 G	9.243	10.380	13.494
M11 T 63	9.613	10.756	13.982
M11 S 63	10.510	12.026	15.633
2 HN S 64 D	8.110	9.247	12.021
2 HN S 64 G	8.110	9.247	12.021
M12 S 68	11.655	13.512	17.565
M13 S 70	13.665	15.643	20.335
M13 S 76	14.366	16.344	21.247
M14 S 73	19.186	21.584	28.059
M15 S 74	24.533	27.577	35.850
M16 S 78	30.546	33.293	43.280
BTX	17.788	19.547	25.411

Art. 2. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 3. — Les infractions au présent arrêté seront punies conformément à la loi n° 65-25 du 4 mars 1965 sur les prix et les infractions à la législation économique.

Art. 4. — Le directeur du Commerce intérieur et des Prix et le directeur du Contrôle économique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRETE MINISTERIEL n° 9077 M.F.A.E.-CAP en date du 16 août 1976 portant agrément d'un fabricant autorisé à exporter des spiritueux au Sénégal.

Article premier. — Est autorisée à exporter au Sénégal les produits qu'elle fabrique, dont la liste fixée à l'article 2, la société ci-après désignée « CAMUS LA GRANDE MARQUE », 26, rue Marguerite de Navarre, B.P. n° 19 16101, Cognac (France).

Art. 2. — Les produits dont l'exportation est autorisée sont les suivants : toutes les qualités de Cognac Camus, l'Armagnac Chabot et le French Brandy Maxime.

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 10402 M.F.A.E.-D.G.I.D.-SCAD en date du 24 août 1976 prononçant l'agrément de MM. Abdoulaye Diop et André Keny en qualité de géomètres privés.

Article premier. — M. Abdoulaye Diop, géomètre, demeurant à Dakar, Sicap Mermoz, villa n° 7472, est agréé par le Gouvernement en qualité de géomètre privé, apte à effectuer les opérations foncières et topographiques visées à l'article premier du décret n° 60-163 du 14 mai 1960.

Art. 2. — M. André Keny, géomètre demeurant à Dakar Sicap Amitié II, villa n° 4157, est agréé par le Gouvernement en qualité de géomètre privé, apte à effectuer les opérations foncières et topographiques visées à l'article premier du décret n° 60-163 du 14 mai 1960.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article 157 de la loi n° 60-65 du 21 juillet 1965, dans un délai de cinq ans à compter du 30 juin 1976, MM. Abdoulaye Diop et André Keny ne devront pas prendre ou recevoir une participation par travail, conseils ou capitaux (sauf dévolution héréditaire en ce qui concerne les capitaux), dans les concessions, entreprises ou régies qui étaient directement soumises à leur surveillance ou à leur contrôle.

Art. 4. — MM. Abdoulaye Diop et André Keny prêteront serment en audience devant le président du Tribunal de première instance de Dakar, conformément à l'article 6 du décret n° 60-163 du 14 mai 1960, préalablement à toute activité professionnelle.

Art. 5. — MM. Abdoulaye Diop et André Keny sont tenus préalablement à toute activité professionnelle, d'être titulaires d'une assurance les couvrant de la responsabilité encourue lors de l'exercice de la profession, conformément au paragraphe b de l'article 6, du décret n° 60-163 du 14 mai 1960.

Art. 6. — Le directeur général des Impôts et des Domaines, les gouverneurs de Région et le directeur de l'Urbanisme et de l'Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à compter de la date de publication.

ARRETE MINISTERIEL n° 10677 M.F.A.E.-D.C.I.P. en date du 27 août 1976 portant approbation du budget 1976-1977 de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de la Région du Cap-Vert.

Article premier. — Est approuvé le budget 1976-1977 de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Cap-Vert, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 191.980.000 francs.

Art. 2. — Le président de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de la Région du Cap-Vert est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARRETE MINISTERIEL n° 10727 M.F.A.E.-D.G.I.D.-D.D. en date du 27 août 1976 portant attribution définitive d'une parcelle de terrain sise à Bambey.

Article premier. — Est attribuée à titre définitif à M. El Hadj Thierno Ndiaye, la parcelle de terrain « B » du lot n° 22 à Bambey, d'une superficie de 874 mètres carrés, à détacher du titre foncier n° 619, du livre foncier du Baol, moyennant le prix symbolique de 1.000 francs.

Art. 2. — Le directeur général des Impôts et des Domaines et le gouverneur de la Région de Diourbel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bénéficiaire	Désignation des terrains				Prix	Permis d'occuper		Date de constat de mise en valeur
	Situation	Numéro du lot ou de la parcelle	Numéro du titre foncier	Superficie en m ²		Numéro	Date	
El-Hadj Thierno Ndiaye	Quartier derrière la voie ferrée	22	619	874	1.000	973	30-12-1963	11-2-1976

ARRETE MINISTERIEL n° 10732 M.F.A.E.-D.C.I.-P. en date du 27 août 1976 fixant le prix de vente des dattes

Article premier. — Les prix de vente maxima des dattes de toutes origines en vrac sont fixés comme suit :

- Prix de vente au demi-gros (le sac de 50 kg). 7.475,00 »
- Prix de vente au détail (le kg) 187,00 »

Art. 2. — Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et punies conformément à la loi n° 65-25 du 4 mars 1965.

Art. 3. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées notamment l'arrêté n° 8496 du 4 août 1975.

Art. 4. — Le directeur du Contrôle économique et le directeur du Commerce intérieur et des Prix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRETE MINISTERIEL n° 10764 M.F.A.E.-D.C.N.F.S. en date du 28 août 1976 portant approbation du compte prévisionnel (exercice 1976-1977) de la Caisse nationale d'épargne.

Article premier. — Est approuvé le compte prévisionnel de recettes et de dépenses de la Caisse nationale d'épargne (exercice 1976-1977), arrêté comme suit :

- Section Equipement : à la somme de 6.500.000 francs;
- Section Fonctionnement : à la somme de 99.181.428 francs.

Art. 2. — Le directeur de la Caisse nationale d'épargne, le contrôleur des Opérations financières et l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRETES MINISTERIELS relatifs aux caisses d'avances

Par arrêté ministériel n° 9826 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. en date du 13 août 1976 :

Article unique. — Le plafond de la caisse d'avances de l'Assemblée nationale « Frais de mission à l'étranger » créée par arrêté n° 12403 M.F.-D.C.P.-T. du 7 septembre 1968, est porté de 8.000.000 de francs à 12.000.000 de francs.

Par arrêté ministériel n° 10315 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. en date du 21 août 1976 :

Article premier. — Une caisse d'avances dont le plafond est fixé à 90.000 francs est créée au Foyer de Khassous, département de Fatick.

Art. 2. — Les dépenses autorisées sur cette caisse sont les suivantes :

- Achat de petits matériels de fonctionnement;
- Achat de denrées alimentaires;
- Ingrédients;
- Chauffage.

Art. 3. — Les dépenses, imputables sur les crédits du budget général, chapitre 552, article 7430, feront l'objet de règlements établis par les soins du trésorier général à Dakar.

Art. 4. — Il ne sera fait de nouvelles avances, qu'autant que les sommes dont l'emploi resterait à justifier, réunies au montant des nouvelles avances, n'excéderont pas 90.000 francs.

Art. 5. — Le gérant de cette caisse devra justifier les avances qui lui seront consenties conformément aux dispositions des articles 217 et suivants, du décret n° 66-458 du 17 juin 1966.

Par arrêté ministériel n° 10316 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. en date du 21 août 1976 :

Article unique. — Le plafond de la caisse d'avances du Parc national de Basse Casamance, créée par arrêté n° 10 M.F.A.E.-D.C.P. du 4 janvier 1975, est porté de 100.000 à 300.000 francs.

Par arrêté ministériel n° 10318 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. en date du 21 août 1976 :

Article premier. — Une caisse d'avances dont le plafond est fixé à 100.000 francs est créée au Centre horticole de Ziguinchor.

Art. 2. — Les dépenses autorisées sur cette caisse sont les suivantes :

- Achats journaliers de denrées alimentaires;
- Achats de graines et engrais.

Art. 3. — Les dépenses, imputables sur les crédits du budget général, chapitre 52, article 7470, feront l'objet de règlements établis par les soins du trésorier général.

Art. 4. — Il ne sera fait de nouvelles avances, qu'autant que les sommes dont l'emploi resterait à justifier, réunies au montant des nouvelles avances, n'excéderont pas 100.000 francs.

Art. 5. — Le gérant de cette caisse devra justifier les avances qui lui seront consenties conformément aux dispositions des articles 217 et suivants, du décret n° 66-458 du 17 juin 1966.

Par arrêté ministériel n° 10647 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. en date du 26 août 1976 :

Article premier. — L'article 4 de l'arrêté n° 4119 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. du 15 avril 1976, créant une caisse d'avances au Centre de Pêche de Joal, est modifié comme suit :

Au lieu de :

« Art. 4. (ancien). — Les dépenses, imputables sur les crédits du budget général, chapitre 552, article 7480, feront l'objet de règlements établis par les soins du trésorier général à Dakar ».

Lire :

« Art. 4. (nouveau). — Les dépenses, imputables sur les crédits du budget général, chapitre 552, article 7470, feront l'objet de règlements établis par les soins du trésorier général à Dakar ».

(Le reste sans changement).

Par arrêté ministériel n° 10660 M.F.A.E.-D.G.T.-D.C.P. en date du 27 août 1976 :

Article premier. — L'arrêté n° 12429 M.F.-D.C.P.-3 du 23 août 1964 est abrogé.

Art. 2. — Une caisse d'avances dont le plafond est fixé à 600.000 francs est créée à l'Ecole nationale des Cadres ruraux de Bambey.

Art. 3. — Les dépenses autorisées sur cette caisse sont les suivantes :

- Achat de denrées alimentaires pour la nourriture des pensionnaires;
- Achat de matériel vivant scientifique;
- Achat de petit matériel nécessaire à l'enseignement;
- Achat de produits pharmaceutiques de première urgence;
- Frais de transport des élèves malades;
- Main-d'œuvre temporaire.

Art. 4. — Les dépenses imputables sur les crédits du budget général, chapitre 512, article 7790, feront l'objet de règlement établis par les soins du Trésorier général.

Art. 5. — Il ne sera fait de nouvelles avances, qu'autant que les sommes dont l'emploi resterait à justifier, réunies au montant des nouvelles avances, n'excéderont pas 600.000 francs.

Art. 6. — Le gérant de cette caisse devra justifier les avances qui lui seront consenties, conformément aux dispositions des articles 217 et suivants du décret n° 66-458 du 17 juin 1966.

Par arrêté ministériel n° 10761 M.A.E.-D.G.T.-D.C.P. en date du 28 août 1976 :

Article premier. — Il est créé auprès du Ministère des Affaires étrangères, une caisse d'avances dont le plafond est fixé à 32.632.000 francs au titre du pèlerinage à la Mecque 1976.

Cette somme est destinée au règlement des dépenses de :

— Location des immeubles destinés à l'hébergement des membres de la mission administrative et sanitaire;

— Frais de voyage, péculés et indemnités de mission des membres de la mission d'encadrement ainsi que les dépenses diverses de caractère d'urgence afférentes à l'organisation du pèlerinage.

Art. 2. — La dépense est imputable sur les crédits du budget général, chapitre 314, article 1070, gestion 1976-1977 et fera l'objet d'un règlement établi par le trésorier général à Dakar.

Art. 3. — Le régisseur de cette caisse d'avances sera désigné, sur proposition du ministre des Affaires étrangères, par décision du ministre des Finances et des Affaires économiques.

Il justifiera l'emploi des fonds mis à sa disposition conformément aux dispositions des articles 216 à 221 du décret n° 66-458 du 17 juin 1966 portant règlement sur la comptabilité publique de l'Etat. Cette caisse d'avances est d'office abrogée dès production des justifications au trésorier général à Dakar.

ARRETES MINISTERIELS prescrivant l'ouverture d'enquêtes au sujet de projets d'implantation par la SENELEC de lignes de 30 Kv.

Par arrêté ministériel n° 10712 M.F.A.E.-D.G.I.D.-D.D. en date du 27 août 1976 :

Article premier. — Une enquête d'une durée de huit jours sera ouverte à Rufisque à la diligence du préfet de la 3^e circonscription, au sujet du projet d'implantation par la SENELEC de la ligne de 30 Kv. reliant la cité Bata à Ndunkou.

Art. 2. — Pendant la période ci-dessus indiquée, un dossier comprenant l'avant-projet indicatif et un plan de l'emplacement nécessaire à sa réalisation sera déposé dans les bureaux de la Préfecture où il pourra être consulté par toute personne. Pendant la même période, le commissaire-enquêteur aura seul qualité pour recevoir et consigner sur un registre spécial tous les jours ouvrables aux heures réglementaires, les observations qui pourraient être faites.

Art. 3. — L'enquête close, le commissaire-enquêteur transmettra le dossier de l'enquête au préfet de Rufisque qui le fera parvenir au Ministère des Finances et des Affaires économiques avec son avis et des observations s'il y a lieu.

Art. 4. — Le commissaire-enquêteur sera désigné par le préfet de Rufisque.

Art. 5. — Le préfet de Rufisque est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Par arrêté ministériel n° 10713 M.F.A.E.-D.G.I.D.-D.D. en date du 27 août 1976 :

Article premier. — Une enquête d'une durée de huit jours sera ouverte à la Préfecture de Thiès à la diligence du préfet du département, au sujet du projet d'implantation par la SENELEC de la ligne de 30 Kv. reliant le poste Thiès-Thiana à Lam-Lam.

Art. 2. — Pendant la période ci-dessus indiquée, un dossier comprenant l'avant-projet indicatif et un plan de l'emplacement nécessaire à sa réalisation sera déposé dans les bureaux de la Préfecture où il pourra être consulté par toute personne. Pendant la même période, le commissaire-enquêteur aura seul qualité pour recevoir et consigner sur un registre spécial tous les jours ouvrables aux heures réglementaires, les observations qui pourraient être faites.

Art. 3. — L'enquête close, le commissaire-enquêteur transmettra le dossier de l'enquête au préfet du département qui le fera parvenir au Ministère des Finances et des Affaires économiques avec son avis et des observations s'il y a lieu.

Art. 4. — Le commissaire-enquêteur sera désigné par le préfet.

Art. 5. — Le préfet du département de Thiès est chargé de l'exécution du présent arrêté.

DECISION MINISTERIELLE n° 9599 M.F.A.E.-D.2. en date du 10 août 1976 portant application de la loi n° 61-20 du 10 mars 1961

Article premier. — Les taux de ristourne forfaitaire accordés à la Société sénégalaise de l'Amiante-Ciment (SENAC) à l'occasion de ses exportations d'ouvrages en amiante-ciment, et fixés par décision n° 8175 M.F.A.E.-D.2 du 25 juillet 1975, sont reconduits pour une nouvelle période d'un an à compter du 5 mars 1976.

Art. 2. — En cas de fausse déclaration tendant à obtenir plus que le remboursement réellement dû, le service des douanes fera application des pénalités prévues à l'article 287 du Code des douanes.

Art. 3. — Le directeur du Budget, le directeur des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

DECISION MINISTERIELLE n° 9813 M.F.A.E.-D.A.G.E.-P.E. en date du 13 août 1976 portant témoignage de satisfaction

Article premier. — Un témoignage de satisfaction est accordé aux agents dont les noms suivent :

M. Abibou Niang, Mle de solde 20857-I, préposé des douanes, en service à la brigade de Mbour, pour les motifs suivants :

« A effectuer les nombreuses et importantes saisies grâce à son sens aigu de l'investigation, à son courage au travail et à sa détermination ».

Art. 2. — M. Mamadou Ndiaye, Mle de solde 58058-Z, préposé des douanes, en service à la brigade de Kaffrine et M. Jules Diamankoune, Mle de solde 59262-C, préposé des douanes, en service à la brigade de Kolda, pour le motif suivant :

« Faisant preuve d'une grande bravoure, ont effectué une saisie importante au risque de leur vie en affrontant une bande de fraudeurs armés qu'ils sont parvenus à arrêter ».

DECISION MINISTERIELLE n° 10679 M.F.A.E.-D.G.T.-D.M.C. en date du 27 août 1976 autorisant le versement de la somme de 68.600.000 francs à la SONAFOR, représentant la souscription de l'Etat du Sénégal à l'augmentation du capital de ladite société.

Article premier. — Est autorisé le versement de la somme de 68.600.000 francs C.F.A. à la Société nationale de Forage (SONAFOR), pour la souscription de l'Etat du Sénégal à l'augmentation du capital de ladite société et consécutive à la décision prise à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 16 février 1976.

Art. 2. — Le versement sera effectué par virement au compte « Augmentation de capital de la SONAFOR », ouvert dans les écritures de l'Union sénégalaise de Banque, agence de la Zone industrielle, sous le n° 4051033-S.

Art. 3. — La dépense sera imputée sur le chapitre 2-872, article 3000-1 du budget d'équipement, gestion 1976-1977.

Art. 4. — Le directeur général du Trésor, le trésorier général et le directeur des investissements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

DECISION MINISTERIELLE n° 10711 M.F.A.E.-D.C.E. en date du 27 août 1976 portant constitution d'une avance de fonds à régulariser pour la participation du Sénégal aux manifestations commerciales internationales, 2^e semestre 1976.

Article premier. — Une avance de fonds à régulariser de 17.000.000 de francs, est consentie à M. Mamadou Niang, directeur du Commerce extérieur.

Cette somme est destinée au règlement des dépenses entraînées par la participation du Sénégal aux manifestations commerciales internationales suivantes :

— Berlin, du 26 au 30-8-1976 1.370.600 »

— Plovdiv, du 3 au 10-9-1976	1.482.400 »
— Zagreb, du 10 au 19-9-1976	3.864.900 »
— Paris-Cultr, du 11 au 14-9-1976	893.800 »
— Munich, du 16 au 22-9-1976	1.347.400 »
— Marseille, du 24 au 24-10-1976	1.382.100 »
— Téhéran, du 18 au 31-10-1976	5.286.900 »
— Paris-Sial, du 16 au 20-11-1976	1.371.800 »
Total	17.000.000 »

Art. 2. — La dépense, imputable au budget général, chapitre 364, article 5200, gestion 1976-1977, sera virée au compte n° 500571-H, ouvert dans les écritures de l'Union sénégalaise de Banque (U.S.B.) à Dakar, au nom de la Division des Foires et Expositions à Dakar.

Art. 3. — M. Mamadou Gning justifiera de l'emploi de cette somme dans les normes réglementaires prévues par le décret n° 66-458 du 17 juin 1966.

DECISIONS MINISTERIELLES portant règlement partiel aux dépenses de personnel d'assistance technique

Par décision ministérielle n° 10714 M.F.A.E.-D.G.F.-D.B. 1 en date du 27 août 1976 :

Article premier. — Est autorisé le règlement des sommes résultant de la mise à la disposition du Sénégal des personnels de l'assistance technique belge pendant les mois d'avril 1976, mai 1976 et juin 1976, dont les noms suivent ci-dessous :

MM. Paye H., affecté à Thiès, pour une durée de trois mois;
Lédent W., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
François P., affecté à Ziguinchor, pour une durée de trois mois;
Thilmans G., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Van Craen J., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Chavlier J.J., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Lefebvre G., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Polaczek E., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Van Heetvelde M., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Pastoret A.M., affecté à Thiès, pour une durée de trois mois;
Gurresech P., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Dekals C., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Rimaux Th., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Grade M.T., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Courmet A., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Kesteloot L., affecté à Thiès, pour une durée de trois mois;
Hank Ch., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Libon L., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Ingenbleck Y., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Doneux J., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
D. Hondt W., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Vandewiele M., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Panis G., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Papenhoff F., affecté à Dakar, pour une durée de trois mois;
Peraya D., affecté à Dakar, pour une durée de 7 mois 15 jours;
Hoyou A., affecté à Dakar, pour une durée de 3 mois, 15 jours;
Walthery L., affecté à Dakar, pour une durée de un mois.

Art. 2. — La dépense totale soit : 4.032.900 francs C.F.A. imputable sur les crédits du budget général, chapitre 605, article 9860, gestion 1976-1977, sera virée au compte n° 49588, ouvert dans les écritures de la B.I.C.I.S. à Dakar, au nom de l'assistance technique (Ambassade Belgique à Dakar).

Par décision ministérielle n° 10715 M.F.A.E.-D.G.F.-D.B. 1 en date du 27 août 1976 :

Article premier. — Est autorisé le règlement des sommes résultant de la mise à la disposition du Sénégal des personnels de l'assistance technique allemande, pendant la période du 1^{er} septembre 1975 au 29 février 1976, dont les noms suivent ci-dessous :

MM. Velker Schernikau; MM. le docteur Horst Schulke;
Heinz Hildel; Richard Moser;
Le docteur H.W. Mende; Verni Magin;

M^{me} Ingrid Mende; M^{me} Veronika Dumont;
M. Claude Schulke; Sonia Moutarde.

a) A payer

M. Gunter Klumper :	
— Septembre 1975	55.000 »
plus mensualités partielles complétant le règlement partiel de 14.667 francs C.F.A. lors de son arrivée le 22 octobre 1969, voir état du 18 juin 1970 soit : (55.000 — 14.667)	40.333 »
Total	95.333 »

b) A payer jusqu'au 31 octobre 1975

M. Volker Blumel :	
— Septembre 1975	55.000 »
— Octobre 1975	55.000 »
Total	110.000 »

c) A payer à partir du 13 octobre 1975

M. Karl Heinz Eckendorf :	
1° Pour la période du 13 octobre au 31 octobre 1975 soit : 18 jours à raison de 55.000 francs C.F.A. par mois, soit	32.994 »
plus 5 mois à raison de 55.000 francs par mois	275.000 »
Total	307.994 »

M. Heinrich Shiffer :	
2° Pour la période du 13 octobre au 31 octobre 1975 soit : 18 jours à raison de 55.000 francs C.F.A. par mois, soit	32.994 »
plus 5 mois à raison de 55.000 francs par mois	275.000 »
Total	307.994 »

M. Ernst Planner :	
3° Pour la période du 13 octobre au 31 octobre 1975 soit : 18 jours à raison de 55.000 francs C.F.A. par mois, soit	32.994 »
plus 5 mois à raison de 55.000 francs C.F.A. par mois soit	275.000 »
Total	307.994 »
Total général de la dépense	4.329.315 »

Art. 2. — La dépense totale soit 4.329.315 francs C.F.A., imputable sur les crédits du budget général, chapitre 605, article 9860, gestion 1976-1977 sera virée au compte n° 950-035 N, ouvert dans les écritures de l'Union sénégalaise de Banque (U.S.B.), à Dakar, au nom de l'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne, à Dakar.

DECISIONS MINISTERIELLES portant autorisation de remboursement de frais de transport

Par décision n° 10729 M.F.A.E.-D.G.F.-D.B. 1 en date du 27 août 1976 :

Article premier. — Est autorisé le remboursement à M. Mansour Ndiaye, agent comptable, en service à l'Ambassade du Sénégal à Kinshasa (Zaire), de la somme de 49.150 francs, représentant le montant des frais avancés par lui pour son transport lors du décès de sa mère à Kaolack.

Art. 2. — La dépense, imputable sur les crédits du chapitre 315, article 1010, gestion 1976-1977 sera mandatée par les soins du Ministère des Affaires étrangères à Dakar.

Par décision n° 10730 M.F.A.E.-D.G.F.-D.B. 1 en date du 27 août 1976 :

Article premier. — Est autorisé le remboursement à M. Demba Yoro Ndiaye, gardien de la Paix en service au Commissariat de Guediawaye à Pikine-Dakar, de la somme de 14.448 francs, représentant le montant des frais avancés par lui pour son transport et celui de sa famille, lors de son affectation de Saint-Louis à Dakar.

Art. 2. — La dépense, imputable sur les crédits du chapitre 602, article 9550, gestion 1976-1977, sera mandatée par les soins de la Direction générale des Finances, Direction du Budget.

Par décision n° 10731 M.F.A.E.-D.G.F.-D.B. 1 en date du 27 août 1976 :

Article premier. — Est autorisé le remboursement à M. Mamadou Dieng, secrétaire d'ambassade en service à la portion centrale au Ministère des Affaires étrangères à Dakar, de la somme de 200.265 francs, représentant le montant des frais avancés par lui pour son transport et celui de sa famille, lors de son rappel à la Portion centrale à Dakar.

Art. 2. — La dépense, imputable sur les crédits du chapitre 312, article 1010, gestion 1976-1977, sera mandatée par les soins du Ministère des Affaires étrangères et le montant viré au compte n° 025-338-G, ouvert à la B.I.A.O., Dakar, au nom de l'intéressé.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

ARRETES MINISTERIELS portant approbation de budgets municipaux

Par arrêté ministériel n° 7438 M.INT.-D.C.L. en date du 30 juin 1976 :

Article unique. — Le budget de la commune de Niore-du-Rip, gestion 1976-1977, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 18.469.313 francs, est approuvé sans modification.

Par arrêté ministériel n° 7439 M.INT.-D.C.L. en date du 30 juin 1976 :

Article unique. — Le budget de la commune de Mbacké, gestion 1976-1977 est approuvé après avoir subi les modifications ci-après :

RECETTES

Section ordinaire

	Au lieu de :	lire :
Chapitre 2. — <i>Proruits des centimes ordinaires.</i>		
Article premier. — Centimes additionnels au minimum fiscal	800.000	700.000
Art. 98. — Restes à recouvrer des gestions closes	412.400	200.000
(Le reste sans changement).		
Total du chapitre 2	1.916.520	1.604.120
Chapitre 3. — <i>Taxes municipales fiscales.</i>		
Art. 6. — Taxes sur l'enlèvement des ordures ménagères	849.921	600.000
Art. 17. — Taxe sur l'eau	810.000	700.000
(Le reste sans changement).		
Total du chapitre 3	2.567.821	2.207.900
Chapitre 4. — <i>Produit du domaine.</i>		
Art. 1 ^{er} . — Produits, droits et places	1.000.000	913.821
(Le reste sans changement).		
Total du chapitre 4	2.940.000	2.853.821
Total de la section ordinaire	16.586.423	15.827.923
Total général des recettes	16.586.423	15.827.923

DEPENSES

Section ordinaire

Chapitres 321, 322 et 323. — <i>Administration générale.</i>		
Art. 12. — Personnel régi par le Code du Travail	2.635.000	2.371.500
(Le reste sans changement).		
Totaux des chapitres 321, 322 et 323	2.024.000	2.660.500

Chapitres 341, 342 et 343. — <i>Service de perception municipale.</i>	Au lieu de :	lire :
Art. 2. — Personnel régi par le Code du Travail	1.400.000	1.260.000
(Le reste sans changement).		
Totaux des chapitres 341, 342 et 343	1.580.000	1.440.000
Chapitres 391, 392 et 393. — <i>Nettoient.</i>		
Art. 12. — Personnel régi par le Code du Travail	2.050.972	1.850.972
(Le reste sans changement).		
Totaux des chapitres 391, 392 et 393	2.050.972	1.850.972
Chapitres 401, 402 et 403. — <i>Ateliers et garages.</i>		
Art. 12. — Personnel régi par le Code du Travail	1.550.000	1.395.000
(Le reste sans changement).		
Totaux des chapitres 401, 402 et 403	2.092.580	1.937.580
Total de la section ordinaire	13.536.423	12.777.923
Total général des dépenses	16.586.423	15.827.923

Le budget de la commune de Méckhé, gestion 1976-1977 est arrêté en recettes à la somme de 15.827.923 francs, entièrement inscrite en section ordinaire.

— en dépenses à la somme de 15.827.923 francs dont 12.777.923 francs inscrits en dépenses de fonctionnement et 3.050.000 francs en investissements.

Par arrêté ministériel n° 7440 M.INT.-D.C.L. en date du 30 juin 1976 :

Article unique. — Le budget de la commune de Mbour, pour la gestion 1976-1977, est approuvé après avoir subi les modifications ci-après :

DEPENSES

Sous-chapitres 321-1, 322-1 et 323-1. — <i>Secrétariat et bureaux.</i>	Au lieu de :	lire :
Art. 131. — Indemnités pour travaux supplémentaires	40.000	100.000
Art. 223. — Frais d'impression et de reliure	250.000	350.000
(Le reste sans changement).		
Total des sous-chapitres 321-1, 322-1 et 323-1	9.506.920	9.666.920
Chapitres 343. — <i>Services de perception municipale</i>		
Art. 137. — Indemnités pour contrôle des spectacles et travaux supplémentaires ..	»	233.220
(Le reste sans changement).		
Total du chapitre 343	1.198.494	1.431.714
Chapitres 392 et 393. — <i>Nettoient.</i>		
Art. 12. — Personnel régi par le Code du Travail	7.517.710	6.924.490
(Le reste sans changement).		
Total des chapitres 392 et 393	7.917.710	7.324.490
Chapitre 509. — <i>Dépenses diverses.</i>		
Art. 633. — Dépenses éventuelles ou imprévues	300.000	500.000
(Le reste sans changement).		
Total du chapitre 509	1.008.000	1.208.000
Total général des dépenses	»	77.467.551

Par arrêté ministériel n° 7446 M.INT.-D.C.L. en date du 30 juin 1976 :

Article unique. — Le budget de la commune de Guinguinéo, gestion 1976-1977 est approuvé après avoir subi les modifications ci-après :

RECETTES	Au lieu de :	lire :
<i>Section ordinaire</i>		
Total de la section ordinaire	23.158.679	23.158.691
<i>Section extraordinaire</i>		
Chapitre 13. — <i>Autres recettes extraordinaires</i>		
(Sans changement).		
Total du chapitre 13	2.370.000	2.350.000
Total de la section extraordinaire ..	2.370.000	2.350.000
Total général des recettes	25.528.679	25.508.691
DEPENSES		
<i>Section ordinaire</i>		
Chapitre 110. — <i>Dettes, redevances, assurances.</i>		
Sous-chapitre 110-3. — <i>Impôts et taxes.</i>		
Art. 05. — Impôts	716.760	716.756
Total du sous-chapitre 110-3	716.760	716.756
Sous-chapitre 110-4. — <i>Assurances</i>		
(Sans changement).		
Total du sous-chapitre 110-4	211.920	211.930
Total du chapitre 110	4.921.606	4.921.612
Total de la section ordinaire	23.158.679	23.158.691
<i>Section extraordinaire</i>		
Chapitre 701. — <i>Equipements administratifs.</i>		
Sous-chapitre 701-1. — <i>Hôtel de ville, mairie et annexes.</i>		
Art. 2100. — <i>Aménagement et modernisation, hôtel de ville, mairie et annexes ..</i>	1.170.000	1.150.000
Total du sous-chapitre 701-1	1.170.000	1.150.000
Total du chapitre 701	1.170.000	1.150.000
Total de la section extraordinaire ..	2.370.000	2.350.000
Total général des dépenses	25.528.679	25.508.691

Par arrêté ministériel n° 7447 MINT-D.C.L. en date du 30 juin 1976 :

Article unique. — Le budget de la commune de Foundiougne pour l'année financière 1976-1977 est approuvé après avoir été modifié comme suit :

RECETTES	Au lieu de :	lire :
<i>Section ordinaire</i>		
(Sans changement).		
<i>Section extraordinaire</i>		
Chapitre 14. — <i>Mouvement financier (P.M.)</i>		
Art. 2. — <i>Excédents ordinaires capitalisés ..</i>	1.150	»
(Le reste sans changement).		
Total du chapitre 14 (P.M.)	1.988.980	1.987.830
Total de la section extraordinaire ..	»	1.150
RECAPITULATION DES RECETTES		
Total des recettes ordinaires utilisables, déduction faite du chapitre 14	»	7.586.967
Total des recettes extraordinaires utilisables y compris le chapitre 14	»	1.988.980
Totaux des prévisions	»	9.575.947
Total général des recettes	»	9.575.947

DEPENSES	Au lieu de :	lire :
<i>Section ordinaire</i>		
Chapitre 600. — <i>Opérations financières.</i>		
Art. 983. — <i>Excédents ordinaires capitalisés</i>	1.150	»
(Le reste sans changement).		
Total du chapitre 600 (P.M.)	1.988.980	1.987.830
Total de la section ordinaire	9.575.947	7.586.967
<i>Section extraordinaire</i>		
Chapitre 702. — <i>Voirie.</i>		
Sous-chapitre 702-1B. — <i>Voirie urbaine.</i>		
Art. 3021. — <i>Grosses réparations des chaussées</i>	1.530.000	1.520.000
Total du chapitre 702	1.530.000	1.520.000
Total de la section extraordinaire ou dépenses d'investissement	»	1.968.980
Total général des dépenses	»	9.575.947

Le budget de la commune de Foundiougne, pour l'année financière 1976-1977 est arrêté :

a) en recettes à la somme de 9.575.947 francs dont 9.574.797 francs, inscrits en section ordinaire et 1.150 francs en section extraordinaire;

b) en dépenses, à la somme de 9.575.947 francs dont 7.586.967 francs, inscrits en section ordinaire et 1.988.980 francs, inscrits en section extraordinaire.

Par arrêté ministériel n° 7448 MINT-D.C.L. en date du 30 juin 1976 :

Article unique. — Le budget de la commune de Fatick, de 31.027.000 francs, gestion 1976-1977, est approuvé après avoir subi les modifications suivantes :

DEPENSES	Au lieu de :	lire :
<i>Section ordinaire</i>		
Chapitres 321, 322 et 323. — <i>Administration générale.</i>		
Sous-chapitre 322-1. — <i>Secrétariats et bureaux.</i>		
Art. 12. — <i>Personnel régi par le Code du Travail</i>	3.727.500	3.384.596
Totaux des sous-chapitres 321-1, 322-1 et 323-1	5.189.100	4.846.196
Totaux des chapitres 321, 322 et 323 ..	5.189.100	4.846.196
(Le reste sans changement).		
<i>Section extraordinaire</i>		
Chapitre 731. — <i>Opérations financières.</i>		
Art. 4302. — <i>Fonds de réserve extraordinaire</i>	»	342.904
Total du chapitre 731	»	342.904
(Le reste sans changement).		

Par arrêté ministériel n° 7449 MINT-D.C.L. en date du 30 juin 1976 :

Article unique. — Le budget de la commune de Dakar, gestion 1976-1977 est approuvé, après avoir subi les modifications ci-après :

RECETTES
<i>Section ordinaire</i>
(Sans changement).

Section extraordinaire		
Chapitre 14. — Mouvements financiers.		
	Au lieu de	Lire :
Art. 1 ^{er} . — Fonds d'investissement par prélèvement sur les recettes ordinaires (P.M.)	520.443.190	526.343.190
Total du chapitre 14	520.443.190	526.343.190
Total de la section extraordinaire	»	8.000.000
Total général des recettes	»	3.710.712.424
DEPENSES		
Section ordinaire		
Chapitre 513. — Voitures particulières		
Art. 811. — Acquisition de voitures pour le service du conseil municipal (Le reste sans changement).	5.500.000	»
Total du chapitre 513	9.500.000	4.000.000
Chapitre 514. — Véhicules de service		
Art. 812. — Acquisition de voitures pour les services municipaux (Le reste sans changement).	11.400.000	11.000.000
Total du chapitre 514	16.037.390	15.637.390
Chapitre 600. — Opérations financières		
Art. 982. — Prélèvement pour fonds d'investissement (P.M.)	520.443.190	526.343.190
Total du chapitre 600	520.443.190	526.343.190
Total de la section ordinaire	3.182.269.234	3.176.369.234
Section extraordinaire		
Chapitre 731. — Opérations financières		
Art. 4302. — Fonds de réserve extraordinaire	»	5.900.000
Total du chapitre 731	»	5.900.000
Total de la section extraordinaire	528.443.190	534.343.190
Total général des dépenses	»	3.710.712.424

Par arrêté ministériel n° 7450 M.INT.-D.C.L. en date du 30 juin 1976 :

Article unique. — Le budget de la commune de Bignona, gestion 1976-1977, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 25.017.257 francs, faisant l'objet de la délibération du conseil municipal en date du 14 avril 1976, est approuvé sans modification.

Par arrêté ministériel n° 7451 M.INT.-D.C.L. en date du 30 juin 1976 :

Article unique. — Le budget de la commune de Bakel, gestion 1976-1977, arrêté à la somme de 14.970.287 francs, est approuvé sans modifications.

Par arrêté ministériel n° 7708 M.INT.-D.C.L. en date du 30 juillet 1976 :

Article unique. — Un crédit de 4.155.000 francs est prélevé sur les disponibilités du budget de la commune de Kaolack, gestion 1975-1976. Ce prélèvement est effectué sur les chapitres et articles suivants :

Chap. 110-4, article 08. — Assurances bâtiments contre incendie	200.000 »
Chap. 313, article 151. — Frais de mission	100.000 »

Chap. 313, article 152. — Frais de transport	150.000 »
Chap. 313, article 233. — Mobilier de bureau	300.000 »
Chap. 313, article 234. — Achat de machines et appareils de bureau	150.000 »
Chap. 313, article 322. — Entretien divers	100.000 »
Chap. 313, article 611. — Appareils de ventilation et de climatisation	125.000 »
Chap. 322-1, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	300.000 »
Chap. 323-1, article 304. — Entretien et réparation des appareils téléphoniques	200.000 »
Chap. 342, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	200.000 »
Chap. 353, article 306. — Entretien et réparation des abattoirs, halles et marchés	100.000 »
Chap. 363, article 306. — Entretien des immeubles communaux	240.000 »
Chap. 373, article 240. — Matériel et produits de désinfection	90.000 »
Chap. 381, article 11. — Personnel soumis au régime des fonctionnaires	340.000 »
Chap. 392, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	200.000 »
Chap. 403, article 247. — Pièces ou matériel de rechange	370.000 »
Chap. 403, article 248. — Pneumatiques	350.000 »
Chap. 413-1, article 247. — Pièces ou matériel de rechange	110.000 »
Chap. 422, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	200.000 »
Chap. 509, article 631. — Dommages-intérêts et frais à la charge de la commune	200.000 »
Chap. 509, article 633. — Dépenses éventuelles ou im-vues	130.000 »
Art. 2. — Ce crédit ainsi prélevé est viré aux chapitres et articles ci-après :	
Chap. 110-4, article 07. — Assurances, responsabilité civile et accidents du travail	440.000 »
Chap. 110-4, article 09. — Assurances des véhicules	630.000 »
Chap. 323-1, article 201. — Abonnement aux journaux et bulletins officiels	70.000 »
Chap. 323-1, article 211. — Fournitures de bureaux	400.000 »
Chap. 323-1, article 222. — Imprimés et registres de bureaux	100.000 »
Chap. 323-1, article 613. — Frais de communications téléphoniques	500.000 »
Chap. 331, article 11. — Personnel soumis au régime des fonctionnaires	160.000 »
Chap. 341, article 11. — Personnel soumis au régime des fonctionnaires	80.000 »
Chap. 351, article 11. — Personnel soumis au régime des fonctionnaires	50.000 »
Chap. 361, article 11. — Personnel soumis au régime des fonctionnaires	300.000 »
Chap. 383, article 241. — Outillage divers	400.000 »
Chap. 391, article 11. — Personnel soumis au régime des fonctionnaires	100.000 »
Chap. 411-1, article 11. — Personnel soumis au régime des fonctionnaires	150.000 »
Chap. 402, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	400.000 »
Chap. 423, article 207. — Eclairage des rues, boulevards et places	300.000 »
Chap. 515, article 352. — Réparations de bicyclettes et cyclomoteurs	75.000 »

Par arrêté ministériel n° 7709 M.INT.-D.C.L. en date du 30 juillet 1976 :

Article premier. — Un crédit de 924.121 francs est prélevé sur les disponibilités du budget de la commune de Saint-Louis, gestion 1975-1976. Ce prélèvement est effectué sur les chapitres et articles ci-après :

Sous-chap. 321-1, article 11. — Personnel soumis au régime des fonctionnaires	466.000 »
Sous-chap. 423, article 320. — Entretien et réparation de réseau électrique	458.121 »

Art. 2. — Ce crédit ainsi prélevé est viré aux chapitres et articles suivants :

Sous-chap. 323-1, article 211. — Fournitures de bureau	75.000 »
Sous-chap. 509, article 51. — Frais de transport et déplacement	61.000 »
Sous-chap. 361, article 11. — Personnel soumis au régime des fonctionnaires	110.000 »
Sous-chap. 401, article 11. — Personnel soumis au régime des fonctionnaires	50.000 »
Sous-chap. 452, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	170.000 »
Sous-chap. 423, article 980. — Dépenses engagées non mandatées	458.121 »

Par arrêté ministériel n° 8731 M.INT.-D.C.L. en date du 24 juillet 1976 :

Article unique. — Le budget de la commune de Gossas, pour la gestion 1976-1977 est approuvé après avoir subi les modifications ci-après :

RECETTES

Section ordinaire

(Sans changement).

Au lieu de : Lire :

Section extraordinaire

Chapitre 14. — Mouvements financiers.

Art. 1 ^{er} . — Fonds d'investissement par prélèvement sur recettes ordinaires (PM) ..	»	310.914
Total du chapitre 14	»	310.914
Total de la section extraordinaire ..	»	100.000
Total général des recettes	»	14.538.523

DEPENSES

Section ordinaire

Chap. 313. — Cabinet du maire.

Art. 223. — Impressions et reliures	50.000	»
(Le reste sans changement).		

Total du chapitre 313	1.064.250	1.014.250

Sous-chapitres 322-1, 322-1 et 323-1. — Secrétariat et bureaux.

Art. 611. — Appareils de ventilation	150.000	»
Art. 618. — Cotisation à l'association des maires	50.000	»
(Le reste sans changement).		
Total du sous-chapitre 323-1	555.500	355.500
Total des sous-chapitres 321-1, 322-1 et 323-1	3.734.622	3.534.622

Chapitres 401, 402 et 403. — Ateliers et garages.

Art. 248. — Pneumatiques	100.000	50.000
(Le reste sans changement).		
Total du chapitre 403	355.000	305.000
Total des chapitres 401, 402 et 403 ..	1.250.631	1.200.631

Chapitre 509. — Dépenses diverses.

Art. 633. — Dépenses éventuelles ou imprévues	10.944	»
(Le reste sans changement).		
Total du chapitre 509	153.304	142.360

Chapitre 600. — Opérations financières	Au lieu de :	Lire :
Art. 982. — Prélèvement pour fonds d'investissement (PM)	»	310.944
Total du chapitre 600	»	310.944
Total de la section ordinaire	14.438.523	14.127.579
Section extraordinaire		
Chapitre 731. — Opérations financières.		
Art. 4302. — Fonds de réserve extraordinaire	»	310.944
Total du chapitre 731	»	310.944
Total de la section extraordinaire ..	100.000	410.944
Total général des dépenses	»	14.538.523

Par arrêté ministériel n° 8732 M.INT.-D.C.L. en date du 24 juillet 1976 :

Premier virement de crédits

Article premier. — Un crédit de 1.647.303 francs est prélevé sur les disponibilités du budget de la commune de Kédougou, gestion 1975-1976. Ce prélèvement est effectué sur les chapitres et articles suivants :

Chap. 313, article 980. — Dépenses engagées non mandatées	57.000 »
Chap. 321-1, article 11. — Personnel soumis au régime des fonctionnaires	265.335 »
Chap. 323-1, article 130. — Indemnités de sujestions ..	60.000 »
Chap. 323-1, article 980. — Dépenses engagées non mandatées	111.470 »
Chap. 353, article 980. — Dépenses engagées non mandatées	60.103 »
Chap. 363, article 228. — Location immeuble	60.000 »
Chap. 363, article 980. — Dépenses engagées non mandatées	143.093 »
Chap. 393, article 980. — Dépenses engagées non mandatées	79.947 »
Chap. 403, article 980. — Dépenses engagées non mandatées	58.252 »
Chap. 413-1, article 980. — Dépenses engagées non mandatées	547.090 »
Chap. 423, article 207. — Eclairage des rues, boulevards et jardins	205.023 »

Art. 2. — Ce crédit ainsi prélevé est viré aux chapitres et articles ci-après :

Chap. 313, article 602. — Indemnités des délégués de quartier	57.000 »
Chap. 322-1, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	644.365 »
Chap. 352, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	73.679 »
Chap. 362, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	166.292 »
Chap. 363, article 306. — Entretien des immeubles communaux	100.000 »
Chap. 392, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	265.220 »
Chap. 402, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	217.988 »
Chap. 403. — article 203. — Carburant	47.761 »
Chap. 509, article 51. — Frais de transport	75.000 »

Deuxième virement de crédits

Art. 3. — Un crédit de 531.559 francs est prélevé sur les disponibilités du budget de la commune de Kédougou, gestion 1975-1976.

Ce prélèvement est effectué sur les chapitres et articles suivants :

Chap. 313, article 150. — Frais de déplacement	34.000 »
Chap. 313, article 613. — Communications téléphoniques	21.990 »
Chap. 313, article 616. — Echarpes	20.000 »
Chap. 323-1, article 223. — Mobilier de bureau	95.000 »
Chap. 323-1, article 223. — Impression et reliure	37.862 »
Chap. 323-1, article 305. — Entretien et réparation des machines et des matériels de bureau	21.000 »
Chap. 323-1, article 619. — Cotisation pour la Fédération mondiale des villes jumelées	12.500 »
Chap. 393, article 322. — Entretien divers	4.918 »
Chap. 403, article 351. — Réparation des véhicules et engins	14.000 »
Chap. 413-1, article 316. — Entretien et réparation des bornes-fontaines	55.000 »
Chap. 423, article 207. — Eclairage des rues, boulevards et places	40.000 »
Chap. 423, article 208. — Eclairage des bâtiments et lieux publics	18.755 »
Chap. 423, article 320. — Entretien du réseau électrique	70.000 »
Chap. 423, article 322. — Entretien divers	16.534 »
Chap. 453, article 225. — Lingerie, achat de draps, taies d'oreillers	15.000 »
Chap. 453, article 240. — Produits de désinfection	5.000 »
Chap. 509, article 154. — Frais d'hospitalisation	50.000 »

Art. 4. — Ce crédit ainsi prélevé est viré aux chapitres et articles ci-après :

Chap. 313, article 223. — Impression et reliure	100.000 »
Chap. 323-1, article 211. — Fournitures de bureau	100.000 »
Chap. 323-1, article 234. — Acquisition de machine et de matériel de bureau	8.000 »
Chap. 343, article 217. — Achats de tickets de perception	37.000 »
Chap. 363, article 306. — Entretien des immeubles communaux	150.000 »
Chap. 393, article 237. — Acquisition de matériel de balayage	25.000 »
Chap. 403, article 203. — Carburant	40.200 »
Chap. 403, article 232. — Lubrifiant	20.000 »
Chap. 403, article 247. — Pièces ou matériel de rechange	51.359 »

Par arrêté ministériel n° 9670 M.INT.-D.C.L. en date du 11 août 1976 :

Article premier. — Un crédit de 531.760 francs est prélevé sur les disponibilités du budget de la commune de Linguère, gestion 1975-1976. Ce prélèvement est effectué sur les chapitres et articles suivants :

Chap. 210, article 43. — Participation communale dans les organismes, entreprises ou sociétés d'économie mixte	50.000 »
Chap. 210, article 48. — Participations diverses	50.000 »
Chap. 313, article 624. — Coupes, récompenses et prix	25.000 »
Chap. 423, article 207. — Eclairage des rues, boulevards et places	270.760 »
Chap. 443, article 624. — Coupes, récompenses et prix	30.000 »
Chap. 453, article 131. — Indemnités pour travaux supplémentaires	36.000 »
Chap. 509, article 51. — Frais de transport	70.000 »

Art. 2. — Ce crédit ainsi prélevé est viré aux chapitres et articles ci-après :

Chap. 322-1, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	268.963 »
Chap. 342, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	171.267 »

Chap. 352, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	18.449 »
Chap. 362, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	18.449 »
Chap. 392, article 12. — Personnel régi par le Code du travail	54.632 »

Par arrêté ministériel n° 9671 M.INT.-D.C.L. en date du 11 août 1976 :

Article premier. — Un crédit de 800.000 francs est prélevé sur les disponibilités du budget de la commune de Joal-Fadiouth, gestion 1975-1976. Ce prélèvement est effectué sur le sous-chapitre 413-1, article 205, consommation d'eau aux bornes-fontaines publiques.

Art. 2. — Ce crédit ainsi prélevé est viré aux chapitres et articles suivants :

Chap. 313, article 151. — Frais de mission	560.000 »
Chap. 508, article 623. — Cérémonies de jumelage	240.000 »

Par arrêté ministériel n° 9672 M.INT. en date du 11 août 1976 :

Article premier. — Un crédit de 184.000 francs est prélevé sur les disponibilités du budget de la commune de Mékhé, gestion 1975-1976. Ce prélèvement est effectué sur l'article 980 du chapitre 313 « Cabinet du maire ».

Art. 2. — Ce crédit ainsi prélevé est viré au chapitre 313, article 602, indemnités des délégués de quartier.

Par arrêté ministériel n° 9995 M.INT.-D.C.L. en date du 16 août 1976 :

Article unique. — L'autorisation spéciale de recettes et de dépenses au budget de la commune de Diourbel, pour la gestion 1976-1977, est approuvée comme suit :

A. — RECETTES

Section extraordinaire

Chapitre 10. — Fonds de concours

Art. 1 ^{er} . — Avance exceptionnelle consentie par l'Etat	200.000.000 »
Total du chapitre 10	200.000.000 »

Chapitre 12. — Avance de trésorerie

Art. 1 ^{er} . — Prêt remboursable consenti par l'Etat	100.000.000 »
Total du chapitre 12	100.000.000 »

Total de la section extraordinaire 300.000.000 »

Total général des recettes 300.000.000 »

B. — DEPENSES.

Section extraordinaire

Sous-Chapitre 702-1/B. — Voirie publique

Art. 2103. — Aménagement des chaussées et voies publiques	225.000.000 »
Total du sous-chapitre 702-1/B	225.000.000 »

Sous-Chapitre 702-1/G. — Eclairage public

Art. 1421. — Extension du réseau électrique	30.000.000 »
Art. 2420. — Aménagement, amélioration ou modernisation du réseau éclairage	45.000.000 »

Total du sous-chapitre 702-1/B 75.000.000 »

Total du sous-chapitre 702-1 300.000.000 »

Total de la section extraordinaire 300.000.000 »

Total général des dépenses 300.000.000 »

Par arrêté ministériel n° 9999 M.INT.-D.C.L. en date du 16 août 1976 :

Article premier. — Un crédit de 918.155 francs est prélevé sur les disponibilités du budget de la commune de Sokone, gestion 1975-1976. Ce prélèvement est effectué sur les chapitres et articles suivants :

Chap. 313, art. 53. — Secours aux indigents	180.000 »
Chap. 313, art. 54. — Secours aux sinistrés	150.000 »
Chap. 313, art. 150. — Frais de déplacement	15.000 »
Chap. 313, art. 232. — Lubrifiant	15.000 »
Chap. 323-1, art. 202. — Abonnement aux revues administratives et techniques	10.000 »
Chap. 323-1, art. 234. — Acquisition de machines et appareils de bureau	50.000 »
Chap. 323-1, art. 235. — Petit matériel de bureau	30.000 »
Chap. 343, art. 141. — Prime de rendement des collecteurs	50.000 »
Chap. 353, art. 237. — Matériel de balayage	15.000 »
Chap. 373, art. 246. — Nourriture pour animaux mis en fourrière	10.000 »
Chap. 373, art. 306. — Entretien de la fourrière municipale	10.000 »
Chap. 393, art. 252. — Produit de désinfection ..	30.000 »
Chap. 443, art. 46. — Participation au fonctionnement de la maison des jeunes	30.000 »
Chap. 443, art. 306. — Entretien des écoles	200.000 »
Chap. 508, art. 621. — Réceptions publiques	80.000 »
Chap. 509, art. 154. — Frais d'hospitalisation du personnel communal	43.155 »

Art. 2. — Ce crédit ainsi prélevé est viré aux chapitres et articles ci-après :

Chap. 322, art. 12. — Personnel régi par le Code du travail	197.682 »
Chap. 342, art. 12. — Personnel régi par le Code du travail	179.222 »
Chap. 382, art. 12. — Personnel régi par le Code du travail	146.402 »
Chap. 392, art. 12. — Personnel régi par le Code du travail	192.239 »
Chap. 402, art. 12. — Personnel régi par le Code du travail	202.610 »

Par arrêté ministériel n° 10096 M.INT.-D.C.L. en date du 17 août 1976 :

Article premier. — Un crédit de 120.000 francs est prélevé sur les disponibilités du budget de la commune de Foundiougne, gestion 1975-1976. Ce prélèvement est effectué sur le sous-chapitre 413-1, article 980, dépenses engagées non mandatées.

Art. 2. — Ce crédit ainsi prélevé est viré aux chapitres et articles suivants :

Chap. 322-1, art. 12. — Personnel régi par le Code du travail	76.564 »
Chap. 402, art. 12. — Personnel régi par le Code du travail	43.436 »

Par arrêté ministériel n° 10097 M.INT.-D.C.L. en date du 17 août 1976 :

Article unique. — L'autorisation spéciale de recettes et de dépenses au budget de la commune de Bignona, pour la gestion 1976-1977, est approuvée comme suit :

A. — RECETTES.

Section extraordinaire

Chapitre 9. — Fonds d'emprunt.

Art. 1 ^{er} . — Prêt de l'Etat	50.000.000 »
Total du chapitre 9	50.000.000 »
Total de la section extraordinaire	50.000.000 »
Total des recettes	50.000.000 »

A. — DEPENSES

Sous-chapitre 702-1/B. — Voirie publique

Art. 2103. — Aménagement des chaussées et voies publiques	20.000.000 »
Total du sous-chapitre 702-1/B	20.000.000 »

Chapitre 704. — Infrastructures à caractère industriel, commercial ou artisanal.

Sous-chapitre 704-1. — Halles et marchés.

Art. 1016. — Construction des marchés	7.371.100 »
Art. 1017. — Construction des halles	2.200.000 »
Art. 1018. — Construction de souks et échoppes ..	9.625.000 »
Art. 3042. — Grosses réparations des stalles et loges de boucherie	373.000 »
Total du sous-chapitre 704-1	19.569.100 »

Sous-chapitre 704-3. — Entrepôts frigorifiques.

Art. 1022. — Construction d'entrepôts frigorifiques	9.011.118 »
Total du sous-chapitre 704-3	9.011.118 »
Total du chapitre 704	28.580.218 »

Sous-chapitre 705-2. — Hygiène.

Art. 1034. — Construction des édifices publics ..	1.419.782 »
Total du sous-chapitre 705-2	1.419.782 »
Total de la section extraordinaire	50.000.000 »
Total des dépenses	50.000.000 »

Par arrêté ministériel n° 10098 M.INT.-D.C.L. en date du 17 août 1976 :

Article premier. — Le taux de la taxe rurale, pour l'année fiscale 1976, est fixé à 500 francs par contribuable domicilié dans la Région du Fleuve.

Art. 2. — Le programme d'emploi de la taxe rurale de la Région du Fleuve pour la gestion 1976-1977 est approuvé après avoir subi les modifications ci-après :

DEPENSES

Section A

Chapitre 4. — Fonctionnement de l'assemblée régionale.	Au lieu de :	Lire :
Total du chapitre 4	4.672.000	4.672.200

Section B

Chapitre 2. — Participation aux financements assurés par d'autres travaux d'intérêt régional

Art. 1 ^{er} . — paragraphe 11. — Divers (projets locaux)	3.808.600	3.808.400
Total de l'article 1 ^{er}	11.317.520	11.317.320
Total du chapitre 2	13.317.520	13.317.320
Total général des dépenses	»	100.355.000

ARRETES MINISTERIELS portant diverses dispositions concernant les débits de boissons

Par arrêté ministériel n° 10157 M.INT.-D.A.G.T. en date du 18 août 1976 :

Article premier. — M. Emile Sarr, demeurant à Dakar est autorisé à ouvrir et à exploiter sous le régime de la grande licence, le bar-restaurant sis à Ouagou Niayes parcelle n° 2359.

Art. 2. — Toute mutation de gérance ou tout changement de lieu devra faire l'objet d'une autorisation préalable que le propriétaire intéressé sera tenu de solliciter conformément aux prescriptions de l'article 2 de la loi n° 69-49 du 16 juillet 1969, relative à la police des débits de boissons et à la répression de l'ivresse publique.

Par arrêté ministériel n° 10262 M.INT.-D.A.G.T. en date du 20 août 1976 :

Article premier. — Est prononcée, la fermeture pour une durée d'un mois, du bar-restaurant à l'enseigne « LE DAGORNE », sis 11, rue Dagorne à Dakar, exploité actuellement par M^{me} Madeleine Lavis, épouse Chillou.

Art. 2. — Le gouverneur de la Région du Cap-Vert et le chef des Services de Police et de Sécurité de la Région du Cap-Vert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Par arrêté ministériel n° 10263 M.INT.-D.A.G.T. en date du 20 août 1976 :

Article unique. — Est rapporté l'arrêté n° 802 M.INT.-D.A.G.T. du 26 janvier 1976 autorisant M. Droniou à prendre la gérance libre de la pâtisserie-salon de thé-snack-bar à l'enseigne « LA Parisienne », sis 47, avenue du Président Lamine-Guèye à Dakar.

Par arrêté ministériel n° 10275 M.INT.-D.A.G.T. en date du 20 août 1976 :

Article premier. — M. Gabib Nemer est autorisé à dénommer son bar sous l'enseigne « SAF-BAR », sis route des Niayes, parcelle n° 7694 à Dagoudane Pikine.

Art. 2. — Toute mutation de gérance ou tout changement de lieu devra faire l'objet d'une autorisation préalable que le propriétaire intéressé sera tenu de solliciter, conformément aux prescriptions de l'article 2 de la loi n° 69-49 du 16 juillet 1969 relative à la police des débits de boissons et à la répression de l'ivresse publique.

Par arrêté ministériel n° 10391 M.INT.-D.A.G.T. en date du 23 août 1976 :

Article premier. — M. Jean Boridy est autorisé à adjoindre un dancing au bar-restaurant « UN COUP SUR LE POUCE », sis avenue Félix-Eboué à Dakar et à l'exploiter sous le régime de la grande licence.

Art. 2. — Toute mutation de gérance ou tout changement de lieu devra faire l'objet d'une autorisation préalable que le propriétaire intéressé sera tenu de solliciter, conformément aux prescriptions de l'article 2 de la loi n° 69-49 du 16 juillet 1976 relative à la police des débits de boissons et à la répression de l'ivresse publique.

Par arrêté ministériel n° 10532 M.INT.-D.A.G.T. en date du 25 août 1976 :

Article premier. — M. El-Hadj Babacar Kébé dit Ndiouga, grand marabout à Dakar, est autorisé à ouvrir et à exploiter sous le régime de la grande licence, un hôtel à l'enseigne « DIOR », sis à Kaolack.

Art. 2. — Toute mutation de gérance ou tout changement de lieu devra faire l'objet d'une autorisation préalable que le propriétaire intéressé sera tenu de solliciter, conformément aux prescriptions de l'article 2 de la loi n° 69-49 du 16 juillet 1969 relative à la police des débits de boissons et à la répression de l'ivresse publique.

ARRETES portant autorisation de transfert de restes mortels

Par arrêté n° 10257 M.INT.-D.A.G.T. en date du 20 août 1976 :

Article unique. — Est autorisé le transfert en U.R.S.S. des restes mortels de M. Zintchouk Valery, décédé à Dakar le 9 août 1976.

Par arrêté n° 10258 M.INT.-D.A.G.T. en date du 20 août 1976 :

Article unique. — Est autorisé le transfert à Ouidah (Dahomey), des restes mortels de M. Agbo Toglossou Christophe, décédé à Dakar le 4 août 1976.

Par arrêté n° 10259 M.INT.-D.A.G.T. en date du 20 août 1976 :

Article unique. — Est autorisé le transfert en France, des restes mortels de M. Armand Guerrero, décédé à Dakar le 25 juin 1976.

Par arrêté n° 10260 M.INT.-D.A.G.T. en date du 20 août 1976 :

Article unique. — Est autorisé le transfert en France, des restes mortels de M. Michel Roux, décédé à Dakar le 3 juillet 1976.

Par arrêté n° 10261 M.INT.-D.A.G.T. en date du 20 août 1976 :

Article unique. — Est autorisé le transfert en Espagne, des restes mortels de M. Manuel Caamano Freire, décédé à Dakar le 11 août 1976.

DECISION MINISTERIELLE n° 10374 M.INT.-D.G.S.N.-D.P. en date du 23 août 1976 arrêtant la liste des candidats admissibles aux épreuves orales du concours direct organisé par arrêté n° 2719 M.INT.-D.G.S.N.-D.P. du 16 mars 1976 pour le recrutement d'élèves-inspecteurs de police et fixant la date de cette épreuve.

Article premier. — Sont déclarés admissibles à l'épreuve orale du concours direct ouvert par arrêté n° 2719 M.INT.-D.G.S.N.-D.P. du 16 mars 1976 pour le recrutement d'élèves-inspecteurs, les candidats dont les noms suivent par ordre de mérite :

MM. Abdoulaye Guèye;	MM. Mor Diakhaté;
Abdourahmane Niang;	Ousmane Dione;
Samba Seydou Barry;	Ibrahima Guèye;
Babacar M. Mbengue;	Birama Seck;
Moussa Ndiaye;	Manga Bakhoun;
Ousmane Guèye;	Lamine Coly.

Art. 2. — L'épreuve orale de ce concours se déroulera le 25 août 1976 à l'Ecole nationale de police et de la Formation permanente.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

ARRETE MINISTERIEL n° 10363 M.E.N.-S.G.-SEX.C. en date du 23 août 1976 portant admission à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (C.A.E.-C.E.G.), session de 1975.

Article unique. — Sont déclarés définitivement admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (C.A.E.-C.E.G.), session de 1975, les fonctionnaires dont les noms suivent :

Options lettres, histoire, géographie

M. Mamadou Dramé, Mle de solde 352628-L, C.E.G. Bignoua;
M^{me} Nicole A. Marie Lefranc Bourguignon, Mle de solde 48045-C, C.E.G. Médina;
MM. Mamadou Sy, Mle de solde 39554-B, C.E.G. Mbour;
Moustapha Ndiaye, Mle de solde 54123-C, C.E.G. Pikine S;
Magaye Sall, Mle de solde 35447-G, C.E.G. Diourbel.

Options lettres, anglais

M. Amadou Guèye, Mle de solde 49559-D, C.E.G. Sor, Saint-Louis.

Options mathématiques, sciences physiques

M. Papa Demba Kanouté, Mle de solde 49259-A, C.E.G. Urbain I, Thiès.

Options mathématiques, sciences naturelles

MM. Mohamed El Bachir Dia, Mle de solde 45067-Z, C.E.M.T. Delafosse;

Chérif Bachir Touré, Mle de solde 57608-L, C.E.G. Gossas;
Cyrille Adjanooun, Mle de solde 33225-E, C.E.G., Fatick.

ARRETE MINISTERIEL n° 10427 M.E.S. en date du 24 août 1976 portant admission d'instituteurs titulaires, en première année du premier cycle de la faculté des Sciences et de la faculté des Lettres et Sciences humaines, en vue de leur entrée à l'Ecole normale supérieure

Article premier. — Les instituteurs titulaires dont les noms suivent sont déclarés admis au concours d'entrée en première année du premier cycle, de la faculté des Sciences et de la faculté des lettres et sciences humaines, au titre de la session de 1976 et sont placés en position de stage pour études à l'Ecole normale supérieure.

*Faculté des Sciences
Mathématiques et physique*

MM. Babou Dramé, Mle de solde 48630-A, C.E.M.T., Ziguinchor;
Serigne Amar, Mle de solde 35242-F, école municipale,
Kédougou;
Assane Diop, Mle de solde 57497-Z, C.E.G. Bignona.

Physique et chimie

M. Mouhamed Sidy, Mle de solde 51560-C, S.N. Nord, Saint-Louis.

Sciences naturelles

M. Papa Ibra Samb, Mle de solde 360513-J, école Lobaly, Matam.

Lettres modernes

M. Cheikh Ndiaye, Mle de solde 46913-I, C.E.G. Matar-Seck,
Rufisque.

Anglais

MM. E.H. Assé Tandine, Mle de solde 45584-Z, école Libération,
Dakar;

Babacar Cissé, Mle de solde 351055-A, surveillant général,
lycée de Rufisque.

Joseph Sarr, enseignement privé, cours Sainte-Agnès de Rufisque.

Espagnol

M. Malsobé Diop, Mle de solde 45779-H, école Ndiass, Mbour.

Histoire et géographie

MM. Maurice Ndéné Varore, Mle de solde 355493-E, école des Filles,
Foundiougne;

Abdoulaye Sy, Mle de solde 355494-D, école Botou, Tambacounda;

Babacar Diallo, Mle de solde 36007-C, école Doumga-Rindiao,
Ourossogui;

Hamidou Bâ, Mle de solde 355657-E, école Boucotte Ouest I,
Ziguinchor;

Cheikhou Touré, Mle de solde 46064-D, Matam.

DECISION MINISTERIELLE n° 10508 M.E.N.-S.G.-D.B.E. en date
du 25 août 1976 autorisant l'attribution d'heures supplémentaires
pour le fonctionnement de certains établissements relevant du
Ministère de l'Education nationale, année scolaire 1975-1976.

Article premier. — Les heures supplémentaires suivantes sont
attribuées pour le fonctionnement de certains établissements
relevant du Ministère de l'Education nationale, au personnel dont
les noms suivent ci-dessous :

a) Lycée technique Maurice-Delafose

MM. Jean Paul Difolco, non immatriculé, assistant adjoint;
Yves Douillet, non immatriculé, assistant adjoint;
Mario Alberto Fonseca, Mle de solde 358670-G, assistant ad-
joint;
Dominique Fournier, Mle de solde 359040-K, assistant adjoint;
Nicole Franceschini, non immatriculée, certifiée;
Paul Gerresch, Mle de solde 353911-H, assistant certifié;
Alioune Guèye non immatriculé, P.E.T.T.;
Issa Fall Guèye, non immatriculé, M.E.T.P.;
Daniel Herelle, non immatriculé, certifié;
Ibra Lô, Mle de solde 54370-C, P.E.T.P.;
Abdoulaye Ndiaye, Mle de solde 359481-J, P.E.T.T.;
Assane Ndiaye, Mle de solde 54371-B, P.E.T.P.;
Babacar Ndiaye, Mle de solde 42530-D, P.E.T.T.;
Mouhamadou B. Ndiaye, Mle de solde 359042-I, P.E.T.T.;
Daniel Nègre, non immatriculé, assistant adjoint;
Ababacar Sall, Mle de solde 56162-D, assistant, chargé d'ensei-
gnement;
Mbaye Samb, Mle de solde 359330-G, assistant, adjoint d'ensei-
gnement;
Malamine Tamba, non immatriculé, P.E.T.T.;
Mamadou Tamba, Mle de solde 47491-G, P.E.T.P.;
Bréhima Traoré, Mle de solde 355836-F, assistant, adjoint d'ensei-
gnement;
Gnima Wade, Mle de solde 359259-A, assistant, adjoint d'ensei-
gnement.
M^{me} Colette Woronoff, Mle de solde 356706-F, certifiée;
M. Bertrand Zelichow, non immatriculé, certifié.

b) C.T.F.P.

MM. Galandou Fall, Mle de solde 18984-B, assistant instructeur;
Birattali Niang, Mle de solde 46394-D, instructeur 2/4.

Centre d'enseignement professionnel ex C.Q.I.D.

M. Cheikh Sokhna, Mle de solde 39255-D, M.E.T.P.;

a) C.E.M.T. de Ziguinchor

M^{me} Jeanne M. M. Nouet, instructrice 2/1.
MM. Doudou Barji, Mle de solde 45951-D, instructeur stagiaire;
François Diadiou, Mle de solde 331160-D, instructeur stagiaire;
Alioune Mbaye, Mle de solde 354388-A, instructeur stagiaire;
Mohamed T. Fall, Mle de solde 361252-A, instructeur stagiaire;
Mamadou Racine Kassé, Mle de solde 35911-G, M.E. Art;
Ousseynou Bèye, non immatriculé, P.E.T.T.;
Raphaël Martin Manga, Mle de solde 57811-F, P. C.E.G. sta-
giaire;
Chérif Dabo, Mle de solde 39818-I, instructeur 2/4;
Jean de Dieu Sambou, Mle de solde 357922-D, instructeur
stagiaire;
Oumar Fall, Mle de solde 43030-B, instructeur 2/4;
Makhaly Guèye, Mle de solde 361121-B, instructeur stagiaire;
Mamadou Gomel Bâ, non immatriculé, P.E.T.T.;
Mouctar Sarr, non immatriculé, P.E.T.T.;
Babou Dramé, Mle de solde 48630-A, instructeur stagiaire;

b) Lycée Faidherbe, Saint-Louis

M. Alpha Mory Datt, Mle de solde 49864-A, professeur C.E.G.

c) Ecole normale d'enseignement technique féminin

MM. Mamadou Magka, non immatriculé, instructeur assistant;
Alioune Badara Keita, non immatriculé, instructeur stagiaire;
Massata Guèye, non immatriculé, professeur assistant licencié;
Jean Pierre Archambault, Mle de solde 58963-C, professeur
assistant licencié;
Pierre, non immatriculé, professeur assistant licencié;
Jean Leplat, non immatriculé, professeur assistant licencié.

d) Centres régionaux

M. Momar Fall, Mle de solde 48357-C, instructeur 2/4.
M^{me} Tall, née Ramatoulaye Diallo, Mle de solde 29826-E, instruc-
trice, 2/3.
MM. Abdourahmane Ngom, Mle de solde 59329-F, professeur assis-
tant licencié;
Bounama Niang, Mle de solde 30728-P, P.E.G.;
Ousmane Sarr, Mle de solde 44619-N, instructeur;
Magatte Diouf, Mle de solde 18221-F, assistant P.E.G.;
Nderry Sarr, Mle de solde 26972-Z, assistant instructeur;
Papa War, Mle de solde 27162-H, assistant instructeur;
Amadou Lô, Mle de solde 15110-D, assistant instructeur;
Yousoupha Fall, Mle de solde 30172-A, instructeur;
Abdoulaye Kane, Mle de solde 361336-H, instructeur;
Masack Niang, Mle de solde 32257-E, instructeur.

e) Lycée Maurice-Delafose

M^{me} Angélique Diatta, Mle de solde 354812-G, assistante, adjointe
d'enseignement.
MM. Mbaye Samb, Mle de solde 359330-G, assistant, adjoint d'ensei-
gnement;
Abdou Sambou, Mle de solde 353619-M, assistant, adjoint
d'enseignement;
Eugène Sylva, Mle de solde 355630-Z, assistant, adjoint d'ensei-
gnement;
Cheikh Mbacké Thioune, Mle de solde 359034-F, assistant,
adjoint d'enseignement;
Gnima Wade, Mle de solde 359259-A, assistant, adjoint d'ensei-
gnement.

f) I.R.E.P. Fleuve - Thiès

MM. Cheikh Amadou Diarra, Mle de solde 31707-P, instituteur
adjoint;
Amadou Thiouf, Mle de solde 33144-A, instituteur principal.

Art. 2. — La dépense qui s'élève à la somme de 3.223.798 francs,
est imputable sur le chapitre 501, article 7981.

Art. 3. — Le directeur du budget et de l'équipement, le Centre comptable André-Peytavin, les chefs d'établissements concernés, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

DECISION MINISTERIELLE n° 10543 M.E.N.-S.G.-S.E.X.C. en date du 25 août 1976 portant additif à la décision n° 6128 du 1^{er} juin 1976 fixant la composition des commissions de surveillance des épreuves du concours d'entrée en classe de 6^e des lycées et sections normales, session de 1976.

Article premier. — La commission chargée de la surveillance des épreuves du concours d'entrée en classe de 6^e des lycées, C.E.G. et section normale centre de Banjul, est composée comme suit :

Président :

M. Mamadou Sarr, I.P.A., Kaolack;

Secrétaire :

M. Mamadou Sow, IREP, Sine-Saloum à Kaolack;

Membres :

MM. Biram Ndiaye, CLAD, Kaolack;
Moustapha Keita, CLAD, Kaolack;
Oumar Loum, IREP, Sine-Saloum;
Adama Bâ, CLAD, Niore;
Thierno Fall, CLAD, Foundiougne;
Omar Ngalla Ngom, CLAD, Kaolack;

Art. 2. — Les membres de la commission ci-dessus désignée se réuniront au centre d'examen sur convocation de l'inspecteur régional de l'enseignement primaire du Sine-Saloum à Kaolack.

Art. 3. — En cas de défections justifiées de surveillants ou d'insuffisance de la commission, l'inspecteur régional de l'Enseignement pourra procéder à des désignations complémentaires. Un exemplaire sera adressé au Service des Examens et Concours du Ministère de l'Education nationale.

Art. 4. — Dès la fin des épreuves, les compositions des candidats groupées par concours seront placées sous double pli scellés et confidentiels, par les soins du président et adressés directement et par porteur au Service des Examens et Concours du Ministère de l'Education nationale.

Art. 5. — Les frais de déplacement et de transport seront imputés au chapitre , article 9040.

DECISION MINISTERIELLE n° 10622 M.E.N.-S.G.-S.E.X.C. en date du 26 août 1976 portant admission au concours d'entrée en classe de transition du collège d'enseignement général franco-arabe de Dakar, session de 1976-1977.

Article unique. — Sont déclarés admis par ordre de mérite au concours d'entrée en classe de transition du collège d'enseignement général franco-arabe de Dakar, les candidats dont les noms suivent :

MM. Abdoulaye Seck, Yoff;
Moustapha Ndiaga Lô, Diamaguène II;
Sérigne Djiby Mbaye, Dara-Kande;
Fadiaye Guèye, Champ de Courses;
Ndèye Ndira Lette, Patte d'Oie;
Fatou Sène, Pikine 14;
Mamadou Dia Diène, E.H.O. Diouf;
Bassirou Diop, Mouvement islamique;
Sérigne Lô, Mouvement islamique;
Souleymane Niane, Patte d'Oie H.L.M.,
Sokhna, dite Fatou Lô, Mouvement islamique;
Aminata Ka, Nassir Allah;
Balla Samba Dankoko, Tafsir A. Bâ;
Sidina Diop, M. Islamique;
Mor Fall, M. Islamique;
Ibrahima Lô, M. Islamique;
Mamadou Mbaye, Tafsir A. Bâ;
Papa Faye, Pikine 14;
Chérif Salim Ndiaye, C.L.;
Papa Laye Mbaye, Malick Sy;
Ndiaga Bame Lô, Mouvement islamique;
Souleymane Fall, M. Islamique;

MM. Amadou Bâ, Ngor;
Lamine Niang, Champ de Courses;
Abdoulaye Diène, Champ de Courses;
Abdoul Karim Dramé, Champ de Courses;
Talla Bâ, Pikine 14;
Bineta Camara, Champ de Courses M.;
Mouhamadou L.T.J. Thioune, Zone B 2;
Gana Ndour, G.S. Musulmane;

DECISION MINISTERIELLE n° 10737 M.E.N.-S.G.-D.B.E. en date du 28 août 1976 attribuant à certains établissements relevant du Ministère de l'Education nationale, d'effectuer des heures supplémentaires pour l'année scolaire 1975-1976.

Article premier. — Les heures supplémentaires suivantes sont attribuées, pour le fonctionnement de certains établissements relevant du Ministère de l'Education nationale, au personnel désigné ci-dessous :

Art. 2. — La dépense qui s'élève à la somme de 12.929.264 francs, est imputable sur le chapitre 501, article 7981.

Art. 3. — Le directeur du Budget et de l'Equipement, le Centre comptable André-Peytavin, les chefs d'établissements concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Lycée technique André-Peytavin

Premier trimestre :

MM. Sémou Pathé Guèye, Mle de solde 355442-A, adjoint d'enseignement;
Thierno Diouf, Mle de solde 359479-A, P.E.T.T.;
Maniang Diop, Mle de solde 44482-B, chargé d'enseignement.

Deuxième trimestre :

MM. Sémou Pathé Guèye, Mle de solde 355442-A, adjoint d'enseignement;
Thierno Diouf, Mle de solde 359479-A, P.E.T.T.;
Régis Thibon, P.E.T.T. second cycle;
Biraïm Fall, Mle de solde 361287-C, P.E.T.T. second cycle;
Gana Diop, Mle de solde 360161-A, second cycle;
Maniang Diop, Mle de solde 44482-B, chargé d'enseignement.

Troisième trimestre :

MM. Thierno Diouf, Mle de solde 359479-A, P.E.T.T.;
Régis Thibon, P.E.T.T.;
Biraïm Fall, Mle de solde 361287-C, P.E.T.T.;
Gana Diop, Mle de solde 360161-A, P.E.T.T.;
Sémou Pathé Guèye, Mle de solde 355442-A, adjoint d'enseignement;
Maniang Diop, Mle de solde 44482-A, chargé d'enseignement.

Lycée John-F. Kennedy

MM. Papa Sarr, D.U.E.S.;
Alain Mattel, adjoint d'enseignement;
M^{lle} Annie Mazière, Mle de solde 357053-G, professeur certifiée;
Aissatou Ndiaye, Mle de solde 355770-F, adjointe d'enseignement;
Marie France Carayon, professeur certifiée;
Fatimata Bobboté, Mle de solde 352270-E, adjointe d'enseignement;
MM. Yves Babin, professeur certifié;
Karita Bia, Mle de solde 47742-C, professeur certifié;
M^{lle} Clémentine D. Gérard, Mle de solde 59209-G, adjointe d'enseignement;
Françoise Descamps, Mle de solde 58505-G, adjointe d'enseignement;
Zohra Dellank, Mle de solde 355431-A, adjointe d'enseignement;
M. Kabiné Sylla, Mle de solde 361072-C, adjoint d'enseignement;
M^{lle} Monique Dière, Mle de solde 352353-A, adjointe d'enseignement;
Oumou Guèye, Mle de solde 352455-D, adjointe d'enseignement;
Jeanne Jolly, Mle de solde 358640-D, professeur certifiée;
Bineta Paye, Mle de solde 53735-K, adjointe d'enseignement;
Aminata Sow, Mle de solde 44403-G, professeur certifiée;

M^{me} Rokhaya Tall, Mle de solde 55718-N, adjointe d'enseignement;
 M^{me} Benoit, Mle de solde 359398-E, adjointe d'enseignement;
 M. René Bonino, professeur certifié;
 M^{me} Gisèle Charlet, Mle de solde 359393-J, adjointe d'enseignement;
 MM. Jean Louis Charlet, Mle de solde 359392-K, adjoint d'enseignement;
 Sylvanus Gaba, Mle de solde 49648-B, adjoint d'enseignement;
 André Massoni, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Jeanine Schindler, professeur certifiée;
 M^{me} Van Trachen, professeur certifiée;
 M. Patrick Zoonekynd, adjoint d'enseignement.

Lycée Gaston-Berger

Premier trimestre :

MM. Jean Marie Vinsu, professeur certifié;
 Amadou Fall, Mle de solde 032764-F, adjoint d'enseignement;
 Gilles Mathé, adjoint d'enseignement;
 Louis Badène, adjoint d'enseignement;
 Koffi H. Hontongbé, Mle de solde 044747-J, professeur certifié;
 Cheikh Faty Faye, Mle de solde 056152-C, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Michèle Taurines, adjointe d'enseignement;
 M. Jean Claude Lahaxe, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Michèle Niang, Mle de solde 033198-Z, adjointe d'enseignement;
 MM. Cheikh T. Thiaré, Mle de solde 352279-D, adjoint d'enseignement;
 Modou Sow, Mle de solde 048733-C, adjoint d'enseignement;
 Jacques Vaissières, adjoint d'enseignement;
 Hubert Fuss, adjoint d'enseignement;
 Daniel Laurent, adjoint d'enseignement;
 Georges Carbonick, adjoint d'enseignement;
 Max Descamps, professeur certifié;
 Michel Ferré, adjoint d'enseignement;
 Amadou Gando Souaré, Mle de solde 055659-J, adjoint d'enseignement;
 Saliou Kane, Mle de solde 067028-D, adjoint d'enseignement;
 Babacar Ngom, Mle de solde 052037-C, adjoint d'enseignement;
 Youba Sambou, Mle de solde 054698-I, adjoint d'enseignement;
 Moussa Ba, Mle de solde 056222-A, adjoint d'enseignement;
 Jean Marie Vinsu, professeur certifié;
 Gilles Mathé, adjoint d'enseignement;
 Louis Badène, adjoint d'enseignement;
 Amadou Fall, Mle de solde 032764-F, adjoint d'enseignement;
 Koffi H. Hontongbé, Mle de solde 044747-J, professeur certifié;
 Cheikh Faty Faye, Mle de solde 056152-C, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Michèle Taurines, adjointe d'enseignement;
 M. Jean Claude Lahaxe, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Michèle Niang, Mle de solde 033198-Z, adjointe d'enseignement;
 MM. Cheikh Talibouya Thiaré, Mle de solde 352279-D, adjoint d'enseignement;
 Abou Sow, Mle de solde 048733-C, adjoint d'enseignement;
 Max Descamps, professeur certifié;
 Jacques Vaissière, adjoint d'enseignement;
 Hubert Fuss, adjoint d'enseignement;
 Daniel Laurent, adjoint d'enseignement;
 Georges Carbonick, adjoint d'enseignement;
 Baba Guiteye, Mle de solde 355994-A, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Jeanine Layreud, professeur certifiée;
 MM. Michel Ferré, adjoint d'enseignement;
 Amadou Gando Souaré, Mle de solde 055659-J, adjoint d'enseignement;
 Saliou Kane, Mle de solde 057028-D, adjoint d'enseignement;
 Babacar Ngom, Mle de solde 052037-G, adjoint d'enseignement;
 Youba Sambou, Mle de solde 054698-F, adjoint d'enseignement;
 Moussa Ba, Mle de solde 056222-A, adjoint d'enseignement;
 David Léopold Traoré, Mle de solde 351593-Z, adjoint d'enseignement.

Lycée Van Vollenhoven

MM. Michel Cailleux, assistant technique français, certifié;

M. Amadou Dembélé, Mle de solde 357594-E, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Ndèye Aminata Diouf, Mle de solde 49159-Z, adjointe d'enseignement;
 Henriette Kuster, assistante technique française, certifiée;
 MM. Hervé Morio, assistant technique français, certifié;
 Mamadou Ndiaye, Mle de solde 57307-F, adjoint d'enseignement;
 Fodéa Paul Ouattara, Mle de solde 51266-F, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Rose Senghor, professeur certifiée;
 MM. Jean P. Bossan, assistant technique français, agrégé;
 Claude Bunel, assistant technique français, certifié;
 Frédéric Mocadel, assistant technique français, certifié;
 Michel Pfeiffer, assistant technique français, agrégé;
 M^{me} Marie A. Severac, assistante technique française, licenciée;
 M. Jean Louis Bastien, assistant technique français, agrégé;
 M^{me} Elyette Boglolo, assistante technique française, adjointe d'enseignement;
 Michèle Bonino, assistante technique française, certifiée;
 M. Hugues De Kerret, assistant technique français, agrégé;
 M^{me} Anny Dumas, assistante technique française, certifiée;
 MM. Maurice Puech, assistante technique française, certifiée;
 Paul Rassat, assistant technique français, licencié;
 M^{me} Ghislaine Rosina, Mle de solde 357675-A, professeur licenciée;
 M. André Sahel, assistant technique français, certifié;
 M^{me} Simone Sow, assistante technique française, licenciée;
 M. Jean Paul Trape, assistant technique français, certifié;
 M^{me} Maryvonne Derrien, assistante technique française, certifiée;
 Françoise Basili, assistante technique française, certifiée;
 MM. René Boulanjon, assistant technique français, certifié;
 André Boutbien, assistant technique français, P.E.G.C.;
 Jacques Delau, assistant technique français, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Raymonde Flet, assistante technique française, P.E.G.C.;
 M. Frédéric Gorgori, assistant technique français, licencié;
 M^{me} France Laplume, assistante technique française, certifiée;
 Annick Mendy Pereira, Mle de solde 44025-C, adjointe d'enseignement;
 M. Seyni Niang, Mle de solde 49725-E, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Michèle Ortheau, assistante technique française, certifiée;
 MM. Jean Paul Ortheau, assistant technique français, agrégé;
 Pierre Port-Las, assistant technique français, certifié;
 M^{me} Claudine Peyrede, assistante technique française, licenciée;
 Marie R. Streicher, assistante technique française, certifiée;
 MM. Alexandre Toly, assistant technique français, certifié;
 Pierre Vinsonneau, assistant technique français, certifié;
 Lajus-Cossou, professeur certifié;
 Demba Faye, professeur certifié;
 Birama Ndiaye, Mle de solde 51233-F, adjoint d'enseignement;
 Jean Paul Peyrede, assistant technique français, licencié;
 Jean Schneider, assistant technique français, licencié;
 M^{me} Danuta Bremont, assistante technique française, agrégée;
 Monique Bunell, assistante technique française, certifiée;
 MM. Cheikh Dramé, Mle de solde 55762-C, adjoint d'enseignement;
 Daouda Fall, Mle de solde 359305-A, adjoint d'enseignement;
 Cheikh Hamidou Kane, Mle de solde 55717-M, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Madeleine Keita, Mle de solde 45710-E, professeur certifiée;
 M. Abdoul Aziz Ly, Mle de solde 352445-G, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Anne Marie Pastoret, assistante technique belge, certifiée;
 M. Mouhamadou S. Sall, Mle de solde 351316, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Madeleine Sarr, Mle de solde 351454-D, adjointe d'enseignement;
 M. Oumar Kanté, adjoint d'enseignement.

Art. 2. — La dépense qui s'élève à la somme de 5.617.138 francs est imputable sur le budget de la République du Sénégal, chapitre 501, article 7981.

Art. 3. — Le proviseur du lycée Van-Vollenhoven à Dakar est chargé de l'exécution de la présente décision.

Lycée Malick-Sy

- MM. E. H. Ibrahima Sylla, Mle de solde 357433-A, adjoint d'enseignement;
 Alioune Badara Ndiougue, Mle de solde 39525-B, adjoint d'enseignement;
 Abou Diop, Mle de solde 354787-D, adjoint d'enseignement;
 Yankhoba Sène, Mle de solde 352462-Z, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Viviane Lajous, Mle de solde 5222-E, adjoint d'enseignement;
 MM. Abdoulaye Ndiaye, Mle de solde 44035-B, adjoint d'enseignement;
 Ibrahima Khalil Doucouré, Mle de solde 354788-E, adjoint d'enseignement;
 Adnan Fakbry, Mle de solde 53872, adjoint d'enseignement;
 Abdoulaye R. Senghor, Mle de solde 357601-B, adjoint d'enseignement;
 Amadou Diagne, Mle de solde 357599-Z, adjoint d'enseignement;
 Seydou Diaw, Mle de solde 354784-A, adjoint d'enseignement;
 Alain Thomas, Mle de solde 58966-F, adjoint d'enseignement;
 Bruno Quissol, assistant technique français, adjoint d'enseignement;
 Christan Boisson, Mle de solde 49591-H, professeur certifié;
 Joseph Sène, Mle de solde 51437-L, adjoint d'enseignement;
 Jacques Benoît, assistant technique français, professeur certifié;
 Issa Mbengue, Mle de solde 53923-R, adjoint d'enseignement;
 Sidy Diop, Mle de solde 352263-M, adjoint d'enseignement;
 Henry Paye, Mle de solde 53649-M, professeur certifié;
 Gille Delvaux, assistant technique français, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Marie C. Delvaux, Mle de solde 360438-L, adjointe d'enseignement;
 Abdourahmane Barry, Mle de solde 49134-C, adjoint d'enseignement;
 Jean Paul Saramon, Mle de solde 50228-M, adjoint d'enseignement;
 Ibrahima Kane, Mle de solde 49240-G, chargé d'enseignement;
 Michel Lassy, Mle de solde 35706-D, professeur agrégé;
 Gaëtan Rudent, Mle de solde 549341, professeur certifié;
 Jacques Moussarie, Mle de solde 354064-G, professeur agrégé;
 M^{me} Nicole Constanzo, Mle de solde 547123, adjointe d'enseignement;
 Joël Thomas, Mle de solde 356858-G, adjointe d'enseignement;
 M. Valdiodio Ndiaye, Mle de solde 55662-B, adjoint d'enseignement;
 M^{me} Viviane Lajous, Mle de solde 52222-E, adjointe d'enseignement.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ARRETES accordant des permissions d'absence à des huissiers

Par arrêté n° 10472 M.J.-A.C.S. en date du 24 août 1976 :

Article premier. — Une permission d'absence de 45 jours, avec autorisation de s'absenter du territoire, valable du 1^{er} septembre 1976 au 15 octobre 1976, est accordée à M^{re} Charles Diène Senghor, huissier à Dakar.

Art. 2. — M. Ousmane Diallo, greffier, est chargé d'assurer pendant l'absence du titulaire, sous la responsabilité de celui-ci et sous la garantie de son cautionnement, le service de l'étude.

Par arrêté n° 10623 M.J.-A.C.S. en date du 26 août 1976 :

Article premier. — Une permission d'absence de 45 jours, valable du 1^{er} septembre au 15 octobre 1976, est accordée à M^{re} Amadou Diop, huissier à Dakar.

Art. 2. — M. Moussa Diouf, clerc assermenté, est chargé d'assumer pendant l'absence du titulaire, sous la responsabilité de celui-ci et sous la garantie de son cautionnement, le service de l'étude.

MINISTÈRE DES FORCES ARMÉES

DECISION MINISTERIELLE n° 9558 M.F.A.E.-CAB.-A.C. en date du 9 août 1976 autorisant le versement d'une subvention de fonctionnement à l'Office national des Anciens Combattants (O.N.A.C.) au titre de la gestion 1976-1977

Article premier. — Est autorisé le versement à l'Office national des Anciens Combattants (O.N.A.C.) à Dakar de la somme de 26.256.000 francs au titre de la subvention de fonctionnement.

Art. 2. — La dépense, imputable sur les crédits du budget général, chapitre 324, article 2210, transfert gestion 1976-1977, fera l'objet d'un règlement établi par les soins du chef du service comptable central de Dakar et sera virée au compte 52-03-40-13, ouvert dans les écritures de la Trésorerie générale du Sénégal au nom de l'agent comptable central des établissements publics à Dakar.

DECISION MINISTERIELLE n° 10530 en date du 25 août 1976 autorisant le personnel du Bureau de gestion de l'immeuble administratif à effectuer des heures supplémentaires pour la gestion 1976-1977.

Article premier. — Par dérogation aux dispositions de la circulaire n° 38 M.F.-CAB. du 3 mai 1960, les fonctionnaires et agents en service au Bureau de gestion de l'immeuble administratif sont autorisés à effectuer des heures supplémentaires dans la limite de 60 heures par mois et sans limitation d'effectif.

Art. 2. — Les dépenses de la présente décision seront imputées au chapitre 321, article 2230 du budget du Bureau de gestion de l'immeuble administratif, exercice 1976-1977.

Art. 3. — La présente décision prend effet à compter du 1^{er} juillet 1976.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE L'HYDRAULIQUE

ARRETE MINISTERIEL n° 10522 M.D.R.I.L.-D.G.P.A. en date du 25 août 1976 abrogeant et remplaçant les articles n° 11 et 13 de l'arrêté n° 7305 du 28 juin 1976 portant organisation de la Direction générale de la Production agricole.

Article premier. — Les articles 11 et 13 de l'arrêté n° 73-05 du 28 juin 1976 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 11. — La Direction des Etudes, des Méthodes et du Plan est chargée :

— de l'étude et de la planification agricole générale en rapport avec le Ministère du Plan et de la Coopération. Elle est chargée notamment :

— d'étudier et de définir les voies et moyens pour l'application de la politique agricole;

— d'assurer l'étude des projets de développement agricole, ainsi que toutes études d'ordre technique, économique et social susceptible de permettre une meilleure approche du problème rural au Sénégal;

— de présenter et de défendre les dossiers auprès des organismes de financement;

— d'étudier et de proposer les méthodes de statistiques agricoles les plus appropriées pour l'évolution des résultats des actions de développement agricole;

— de recueillir et de conserver les statistiques agricoles en rapport avec la Direction du Service national de la Statistique;

— de la planification de la formation agricole, et organise tous les stages et séminaires de formation ou de recyclage des agents de la Direction générale de la Production agricole;

— de la détermination des programmes de formation de l'enseignement agricole ainsi que de toute étude d'organisation de cet enseignement en rapport avec les Ministères compétents.

La Direction des Etudes, des Méthodes et du Plan comprend les quatre divisions suivantes :

- La Division des évaluations et de la conception;
- La Division technique;
- La Division de la formation et de la planification des ressources humaines et des méthodes;
- La Division des statistiques agricoles et de l'économétrie.

a) *La Division des évaluations et de la conception :*

Elle est chargée :

- de l'étude et de la conception des projets de développement agricole ainsi que de la préparation des dossiers de financement;
- de l'étude des méthodes d'intégration des différentes actions entreprises dans les secteurs du développement rural.

Elle procède dans ce cadre et en rapport avec la Direction des Actions et Programmes à toutes les évaluations nécessaires dans le suivi de l'exécution des projets et à tous les calculs économiques indispensables à l'appréhension de l'évolution des tendances économiques.

Elle procède aussi, à toutes les études socio-économiques, toutes vérifications et contrôle de projets émanant d'autres services.

Elle procède enfin à toutes études de l'économie et de la sociologie rurale.

b) *La Division technique :*

Elle est chargée des études techniques polyvalentes indispensables à la mise en œuvre des projets et programmes arrêtés : cartographie, devis estimatifs et descriptifs, dossiers techniques d'appels d'offres des marchés et contrats administratifs, topographie, etc...

Elle procède au contrôle technique des études émanant des organismes et sociétés de développement agricoles.

Elle assure également, dans la mesure de ses possibilités toutes les études de Génie rural en rapport avec la Direction générale de l'Hydraulique et de l'Équipement rural.

c) *La Division de la Formation, de la Planification des Ressources humaines et des Méthodes :*

Elle est chargée :

- de la planification, de la formation des agents de la Direction générale de la Production agricole;
- de l'organisation des stages de formation et de recyclage, ainsi que de tous séminaires.

Elle participe à l'étude et au contrôle des programmes de formation de l'enseignement agricole, en liaison avec les Ministères chargés de la formation.

d) *La Division des statistiques agricoles, de l'information et de l'économétrie :*

Elle est chargée :

- de la collecte et du traitement des données statistiques;
- de l'élaboration et de la confection des indices globaux des prix et quantités des produits agricoles;
- des études des séries chronologiques et des calculs de projection;
- de la mise à jour des données statistiques;
- de la documentation technique, de sociologie et de l'économie rurale;
- des enquêtes, recensements et sondages statistiques;
- du suivi de l'évolution et des tendances des marchés des produits agricoles;
- de la planification agricole générale;
- de l'étude et de la définition de la structure des prix des produits agricoles.

« Article 13. — La Direction de la protection des végétaux et de la législation rurale comprend cinq divisions :

- une division de la pathologie végétale;
- une division de la zoologie;
- une division de la phytopharmacie;
- une division de législation rurale et du contrôle phytosanitaire;
- une division de la défense des végétaux.

a) *La Division de la pathologie végétale :*

Elle est chargée, en liaison avec les organismes compétents :

- de l'établissement et de la mise à jour des fichiers techniques des maladies rencontrées au Sénégal;
- de l'étude biologique des différents agents pathogènes et de leur relation avec les plantes hôtes;
- de l'établissement et de la mise à jour d'un fichier technique des adventices (graines plants) ainsi que de l'étude de leur biologie;
- de l'étude des phanérogrammes parasites.

Elle assure une liaison avec les organismes compétents et notamment avec la division de la phytopharmacie, l'étude des moyens de lutte les plus appropriés pour anéantir les parasites tout en se préoccupant des problèmes de l'environnement.

b) *La Division de la zoologie :*

Elle est chargée, en relation avec les organismes compétents :

- de l'établissement et de la mise à jour d'un fichier des insectes parasites des cultures, ainsi que de l'étude de leur biologie.

Elle procède dans ce cadre à toutes études de détermination des espèces, ainsi que, dans la limite de ses possibilités, à toutes études et recherches de prédateurs en vue de la mise au point de méthode de lutte biologique grâce à l'élevage d'entomophages;

- de l'étude des vertébrés parasites (rongeurs, oiseaux granivores, de la nématologie ainsi que des tules.

Elle étudie et met au point, en relation avec la division de la phytopharmacie, de même qu'avec les organismes spécialisés en la matière, les moyens de lutte les plus appropriés.

c) *La Division de la phytopharmacie :*

Elle procède en relation avec les organismes compétents :

- à tout test d'efficacité des pesticides sur les parasites;
- à la détermination des doses à appliquer;
- à l'étude de l'action des pesticides sur les récoltes et les pollutions telluriques;
- à l'étude sur les possibilités d'utiliser les produits locaux (attapulgate, kaolin, phosphate, etc...), comme charges dans la formation des pesticides.

Elle devra également s'attacher à l'étude de la composition chimique de toutes les productions agricoles afin de permettre de dégager les normes de leur utilisation et de leur conditionnement.

d) *La Division de la législation rurale et du contrôle phytosanitaire :*

Elle est chargée :

- de l'élaboration d'une législation phytosanitaire;
- de l'homologation des pesticides;
- du contrôle phytosanitaire à l'importation et à l'exportation dans les ports et aéroports du pays;
- de la désinsectisation du matériel végétal.

e) *La Division de la défense des cultures :*

Elle assure :

- la lutte antiacridienne;
- la lutte biologique;
- la lutte intégrée;
- la protection des cultures;
- la protection des stocks;
- l'estimation des dégâts;
- les études économiques et techniques des traitements ainsi que des essais de matériels.

Art 2. — Le directeur général de la Production agricole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 10692 M.D.R.H.M.F.A.E. en date du 27 août 1976 portant modalités de rémunération des organismes de collecte des peseurs et présidents de coopératives, pour la campagne de commercialisation du paddy 1975-1976.

Article premier. — Les présidents et peseurs de coopératives et d'associations d'intérêt rural régulièrement désignés, percevront, pour la campagne de commercialisation du paddy 1975-1976, les rémunérations ci-après :

Président :

- Une indemnité fixe de 10.000 francs par an;
- Une indemnité proportionnelle calculée sur la base de 25 francs par tonne (net départ secco), commercialisée par coopérative.

Péremptions :

— Une indemnité proportionnelle calculée sur la base de 250 francs par tonne (net départ secco), commercialisée par coopérative.

Art. 2. — Le directeur général de l'ONCAD et le directeur de la Caisse de Péréquation et de Stabilisation des Prix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

DECISIONS MINISTERIELLES portant agrément de coopératives

Par décision ministérielle n° 10771 M.D.R.H. en date du 30 août 1976 :

Article premier. — Sont agréées à compter de la date de signature de la présente décision :

1° La Coopérative des Ouvriers du Bâtiment de Pikine, nombre de membres : 28, capital social : 30.000 francs;

2° La Coopérative d'Exploitation de Matériel d'Imprimerie, nombre de membres : 10, capital social : 2.040.150 francs;

3° La Coopérative Multifonctionnelle des Jeunes de Santhiaba, nombre de membres : 35, capital social : 250.000 francs.

Art. 2. — Le Service de la Coopération est chargé des formalités d'enregistrement et d'immatriculation prévues par les textes en vigueur.

Par décision ministérielle n° 10772 M.D.R.H. en date du 30 août 1976 :

Article premier. — Sont agréées à compter de la date de signature de la présente décision :

1° La Coopérative de Consommation du Personnel de la Direction générale de l'Hydraulique et de l'Équipement rural, nombre de membres : 34, capital social : 170.000 francs;

2° La Coopérative de Consommation des Employés de la SOSAP, nombre de membres : 30, capital social : 150.000 francs;

3° La Coopérative de Consommation du Personnel de l'IPRAO, nombre de membres : 58, capital social : 290.000 francs;

4° La Coopérative de Consommation des Employés de l'Huilerie LESIEUR AFRIQUE; nombre de membres : 459, capital social : 2.295.000 francs;

5° La Coopérative de Consommation des Employés de la SICAP, nombre de membres : 285, capital social 918.165 francs;

6° La Coopérative de Consommation des Habitants du Quartier de Médina à Rufisque, nombre de membres : 70, capital social : 350.000 francs.

Art. 2. — Le Service de la Coopération est chargé des formalités d'enregistrement et d'immatriculation prévues par les textes en vigueur.

DECISION INTERMINISTERIELLE n° 10889 M.D.R.H.-SAGE-VEST. en date du 1^{er} septembre 1976 autorisant au personnel du Bureau de Coordination de l'O.M.V.S. à effectuer des heures supplémentaires dans la limite de 30 heures par mois, au titre de la gestion 1976-1977.

Article premier. — Le personnel du bureau de coordination de l'O.M.V.S. est autorisé à effectuer des heures supplémentaires dans la limite de 30 heures par mois, conformément au tableau ci-dessous :

DECISION INTERMINISTERIELLE n° 10889 M.D.R.H.-SAGE-VEST. en date du 1^{er} septembre 1976 autorisant au personnel du Bureau de Coordination de l'O.M.V.S. à effectuer des heures supplémentaires dans la limite de 30 heures par mois, au titre de la gestion 1976-1977.

Article premier. — Le personnel du bureau de coordination de l'O.M.V.S. est autorisé à effectuer des heures supplémentaires dans la limite de 30 heures par mois, conformément au tableau ci-dessous :

Catégorie	Indice d'assimilation	Groupe d'assimilation	Effectif budgétaire	Effectif autorisé	Nbre d'heures autorisées
— Commis	673 à 1082 399 à 675	III-IV-V	4	1	30 h.
— Chauffeurs					
— Secrétaires					
— Dactylographes					
— Plantons					

Art. 2. — La dépense sera imputable au chapitre 421, article 4566.

Art. 3. — Le ministre d'Etat chargé des Finances et des Affaires économiques et le ministre du Développement rural et de l'Hydraulique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

DECISION n° 10404 M.D.R.H.-SAGE-GEST. en date du 24 août 1976 instituant une commission de réception de matériel et fournitures de bureau au cabinet du Ministère du Développement rural et de l'Hydraulique, gestion 1976-1977.

Article premier. — Il est créé au Ministère du Développement rural et de l'Hydraulique, une commission chargée de réceptionner le matériel et les fournitures de bureau de toutes sortes, achetés sur les crédits du cabinet du Ministère du Développement rural et de l'Hydraulique.

Art. 2. — Cette commission, qui fonctionne sous la présidence du chef de l'administration générale et de l'équipement, est composée comme suit :

MM. Ousmane Dieng, président;
Brahim Guèye, membre;
Mamadou Diouf, membre;
Lamine Seck, membre.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ARRETE MINISTERIEL n° 10397 M.E.S. en date du 23 août 1976 rendant applicables aux agents non fonctionnaires du Centre des Œuvres universitaires de Dakar, les dispositions du décret n° 74-347 du 12 avril 1974 fixant le régime spécial applicable aux agents non fonctionnaires de l'Etat.

Article premier. — Les agents employés au Centre des Œuvres universitaires, à l'exclusion du personnel de secrétariat, sont classés dans une des échelles indiciaires du corps de fonctionnaires, conformément aux dispositions de l'article 41 du décret n° 74-347 du 12-4-1974 fixant le régime spécial applicable aux agents non fonctionnaires de l'Etat.

Art. 2. — Les conditions de nomination, d'administration et de gestion du personnel sont celles définies par les titres I, II, IV et V du décret n° 74-347 du 12 avril 1974.

Art. 3. — Le personnel de secrétariat, à savoir :
— les secrétaires dactylographes;
— les secrétaires sténodactylographes et sténotypistes;
— les secrétaires sténodactylographes-correspondanciers;
— les secrétaires de direction, sont recrutés et administrés conformément aux dispositions du titre III dudit décret.

Art. 4. — L'avancement de grade est soumis à l'avis d'une commission créée par le ministre chargé de l'Enseignement supérieur, et ainsi composée :

Président :

— un représentant du ministre de l'Enseignement supérieur.

Membres :

— un représentant du Conseil d'administration du C.O.U.D.;

— un représentant du recteur de l'Université;

— le directeur du C.O.U.D.;

— trois représentants du personnel, désigné par l'organisation syndicale la plus représentative ou à défaut, par le ministre de l'Enseignement supérieur, sur proposition du directeur de l'établissement.

Art. 5. — Les sanctions disciplinaires prévues à l'article 34 du décret n° 74-347 du 12 avril 1974 fixant le régime spécial applicable aux agents non fonctionnaires de l'Etat sont prononcées par le directeur du Centre des Œuvres universitaires.

Art. 6. — Le directeur du Centre des Œuvres universitaires est chargé du présent arrêté qui prendra effet à compter du 1^{er} mai 1973.

DECISION MINISTERIELLE n° 10311 M.E.S.-S.A.G.E. en date du 21 août 1976 autorisant le versement de la participation du Sénégal au fonctionnement de l'Université de Dakar pour le compte de l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), Dakar.

Article premier. — Est autorisé le versement de la somme de 30.000.000 de francs C.F.A., au titre de la participation du Sénégal au fonctionnement de l'Université de Dakar pour le compte de l'Institut fondamental d'Afrique noire (I.F.A.N.).

Art. 2. — La dépense, imputable sur les crédits du budget général, chapitre 514, article 7370, gestion 1976-1977, sera mandatée au profit de l'agent comptable de l'Université de Dakar, compte 50-0350, ouvert dans les écritures de la Trésorerie générale de Dakar.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE L'ENVIRONNEMENT

DECISION MINISTERIELLE n° 10372 M.D.I.E. en date du 23 août 1976 accordant une subvention à la SONEPI (budget de fonctionnement)

Article premier. — Une subvention de 15.000.000 de francs est accordée à la SONEPI.

Art. 2. — La dépense, imputable au budget général 1976-1977, chapitre 444, article 4780, sera mandatée au compte B.N.D.S., Dakar n° 80 495, par les soins du service central André-Peytavin.

DECISION MINISTERIELLE n° 10600 en date du 26 août 1976 portant rectificatif à la décision n° 9694 du 11 août 1976, accordant une subvention à l'administration autonome de la Zone franche industrielle (budget de fonctionnement).

Au lieu de :

Article 2,

« La dépense, imputable au budget général 1976-1977, chapitre 444, article 4780 (nouveau), sera mandatée au compte B.N.D.S., Dakar, n° 1958-03, par les soins du service central André-Peytavin, au compte de la Zone franche industrielle ».

Lire :

« Article 1^{er}. — Une subvention de 102.000.000 de francs est accordée à l'administration autonome de la Zone franche industrielle de Dakar ».

« Art. 2. — La dépense, imputable au budget général 1976-1977, chapitre 444, article 4785 (nouveau), sera mandatée au compte B.N.D.S.-Dakar, n° 1958-03, par les soins du service central André-Peytavin, au compte de la Zone franche industrielle ».

(Le reste sans changement).

DECISION MINISTERIELLE n° 10636 en date du 26 août 1976 portant rectificatif n° 9615 du 11 août 1976 accordant une subvention à la SOSEPA (Budget de fonctionnement).

Au lieu de :

« Article 2. — La dépense, imputable au budget général 1976-1977, chapitre 444, article 4750, sera mandatée au compte B.N.D.S.-Dakar n° 1-01514-02-3431, par les soins du Service central André-Peytavin ».

Lire :

« Article premier. — Une subvention de 15.000.000 de francs est accordée à la SOSEPA ».

« Article 2. — La dépense, imputable au budget général 1976-1977, chapitre 444, article 4752, sera mandatée au compte B.N.D.S.-Dakar n° 1-01514-02-3431, par les soins du Service central André-Peytavin ».

(Le reste sans changement).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS DE L'URBANISME ET DES TRANSPORTS

ARRETE MINISTERIEL n° 10756 M.T.P.U.T.-D.T. en date du 28 août 1976 fixant les modalités de changement d'immatriculation pour les véhicules routiers appartenant ou affectés aux établissements publics.

Article premier. — En application des prescriptions du décret n° 75-893 du 14 août 1975, il sera procédé à compter du 1^{er} septembre 1976 à un changement d'immatriculation pour tous les véhicules routiers appartenant ou affectés à un établissement public.

Art. 2. — Les établissements publics devront s'adresser au Service des Transports routiers de la région où ils sont installés, en vue de l'immatriculation de leurs véhicules dans les nouvelles séries avant le 30 novembre 1976.

Art. 3. — A l'appui des demandes de changement d'immatriculation, les établissements publics devront produire les anciens récépissés de déclaration de mise en circulation (cartes grises).

Le nouveau récépissé de déclaration de mise en circulation sera délivré sans droit de timbre.

Art. 4. — Les récépissés de déclaration de mise en circulation établis dans les séries antérieures seront nuls après la date du 30 novembre 1976.

Art. 5. — Les établissements publics qui auront contrevenu aux dispositions des articles 1^{er} et 2 du présent arrêté seront frappés de sanctions prévues par l'article 143, section III, du décret n° 62-405 du 25 septembre 1962 portant Code de la Route (2^e partie réglementaire).

Art. 6. — Le directeur des Transports est chargé de l'application du présent arrêté.

MINISTÈRE DE L'INFORMATION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LES ASSEMBLÉES

ARRETES MINISTERIELS portant création de bureaux de poste secondaires

Par arrêté ministériel n° 10834 M.I.T.-CH.R.A.-D.O.P.T.-2 D.S.G.-0050 en date du 31 août 1976 :

Article premier. — Il est créé à Kaolack-Ndorong, dans le département de Kaolack, un bureau de poste secondaire.

Art. 2. — L'établissement est rattaché au bureau de plein exercice de Kaolack.

Art. 2. — Ses attributions sont les suivantes :

— R : Dépôt et distribution des correspondances ordinaires et recommandées;

— M.T.U. : Emission et paiement des mandats postaux et télégraphiques dans les régimes intérieur et extérieur communs.

— CRB : Livraison des objets contre-remboursement et des valeurs à recouvrer dans les régimes intérieur et extérieur communs (pour le compte du bureau d'attache);

— CHP3 : Emission et paiement des chèques postaux jusqu'au maximum de 100.000 francs;

— TT : Service télégraphique dans tous les régimes;

— FI : Service téléphonique dans les relations intérieures et internationales.

Art. 4. — Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} septembre 1976.

Par arrêté ministériel n° 10835 M.I.T.-CH.R.A.-D.O.P.T.-2 D.S.G.-0050 en date du 31 août 1976 :

Article premier. — Il est créé à Malène Hoddar, dans le département de Kaffrine, un bureau de poste secondaire.

Art. 2. — L'établissement est rattaché au bureau de plein exercice de Kaffrine.

Art. 3. — Ses attributions sont les suivantes :

— R : Dépôt et distribution des correspondances ordinaires et recommandées;

— MTU : Emission et paiement des mandats postaux et télégraphiques dans les régimes intérieur et extérieur communs;

— CRB : Livraison des objets contre-remboursement et des valeurs à recouvrer dans les régimes intérieur et extérieur communs pour le compte du bureau d'attache;

— CHP3 : Emission et paiement des chèques postaux jusqu'au maximum de 100.000 francs;

— TI : Service télégraphique dans tous les régimes;

— FI : Service téléphonique dans les relations intérieures et internationales.

Art. 4. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} septembre 1976.

Par arrêté ministériel n° 10836 M.I.T.-CH.R.A.-D.O.P.T.-2 D.S.G.-0060 en date du 31 août 1976 :

Article premier. — Il est créé à Tanaf, dans le département de Sédhiou, un bureau de poste secondaire.

Art. 2. — L'établissement est rattaché au bureau de plein exercice de Ziguinchor.

Art. 3. — Ses attributions sont les suivantes :

— R : Dépôt et distribution des correspondances ordinaires et recommandées;

— MTU : Emission et paiement des mandats postaux et télégraphiques dans les régimes intérieur et extérieur communs;

— CRB : Livraison des objets contre-remboursement et des valeurs à recouvrer dans les régimes intérieur et extérieur communs pour le compte du bureau d'attache;

— CHP3 : Emission et paiement des chèques postaux jusqu'au maximum de 100.000 francs;

— TI : Service télégraphique dans tous les régimes;

— FI : Service téléphonique dans les relations intérieures et internationales.

Art. 4. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} septembre 1976.

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

ARRETE MINISTERIEL n° 10716 M.F.P.T.E.-D.F.P.-B.E.X.C. en date du 27 août 1976 portant nomination d'une commission de correction du concours professionnel d'accès dans le corps des agents techniques d'agriculture

Article premier. — La commission de correction des épreuves du concours professionnel d'accès dans le corps des agents techniques d'agriculture, ouvert par arrêté n° 6446 M.F.P.T.E.-D.F.P.-B.E.X.C. du 10 juin 1976, est composée comme suit :

Président :

M. Mangoné Fall, directeur de la Fonction publique.

Membres :

M. Ibrahima Paye, ingénieur agronome, D.G.P.A., Dakar;

Séni Diémé, ingénieur agronome, D.G.P.A., Dakar;

Magatte Lam, ingénieur des travaux agricoles, Projet semencier, Dakar;

Amadou Mansour Sarr, ingénieur des travaux agricoles, D.G.P.A., Dakar;

Khalidou Ndiaye, inspecteur des impôts, représentant le ministre des Finances et des Affaires économiques;

Moustapha Lô, Bureau des examens et concours à la Direction de la Fonction publique, Dakar.

Art. 2. — Cette soumission se réunira sur convocation de son Président.

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 10988 M.F.P.T.E.-D.F.P.-B.E. en date du 2 septembre 1976 fixant la quote-part que le fonctionnaire doit verser à l'administration en cas de cumul autorisé.

Article unique. — En application des dispositions de l'article 6 décret n° 73-737 du 7 août 1973, le montant de la quote-part à verser à l'administration par les fonctionnaires autorisés à faire du cumul est fixé ainsi qu'il suit :

1° 25 % des rémunérations perçues au titre de l'emploi cumulé, lorsque le cumul est exercé en dehors des locaux et sans le matériel de l'Etat;

2° 50 % des rémunérations au titre de l'emploi cumulé, lorsque le cumul a été effectué dans les locaux appartenant à l'Etat;

3° 75 % des rémunérations perçues au titre de l'emploi cumulé, lorsque le cumul a été effectué dans les locaux et avec le matériel appartenant à l'Etat.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. concernant le personnel

Par arrêté ministériel n° 7227 M.F.P.T.E.-D.F.P.-B.2 en date du 25 juin 1976 :

Article unique. — Les candidats définitivement admis au concours spécial d'accès dans le corps des intendants sont nommés à compter du 5 juin 1973, intendants, leurs situations administratives sont révisées comme suit :

MM. Abdoulaye Ib. Ndiaye, Mle de solde 103282-H, Ministère de l'Enseignement supérieur, secrétaire d'administration, le 28-5-1968, est nommé intendant de 2^e classe, 1^{er} échelon, le 5-6-1973, indice 1141 (A.C. : 5 ans, 5 jours), passe au 2^e échelon, le 5-6-1973, indice 1434 (A.C. : 3 ans, 5 jours), promu à la 1^{re} classe, 1^{er} échelon, le 5-6-1973, indice 1573 (A.C. : 1 an, 5 jours), passe au 2^e échelon, le 1-6-1974, indice 1725 (A.C. : épuisée), promu principal de 2^e classe, 1^{er} échelon, à compter du 1-6-1976, indice 1878 (A.C. : néant);

Aboubacar Sédikh Fall, Mle de solde 10939-N, Ministère de l'Education nationale, commis expéditionnaire, le 1-3-1964, est nommé intendant de 2^e classe, 1^{er} échelon, le 5-6-1973, indice 1141 (A.C. : 9 ans, 3 mois et 4 jours), passe au 2^e échelon, le 5-6-1973, indice 1434 (A.C. : 7 ans, 3 mois et 4 jours), promu à la 1^{re} classe, 1^{er} échelon, le 5-6-1973, indice 1573 (A.C. : 5 ans, 3 mois et 4 jours), passe au 2^e échelon, le 5-6-1973, indice 1725 (A.C. : 3 ans, 3 mois et 4 jours), promu principal de 2^e classe, 1^{er} échelon, le 5-6-1973, indice 1878 (A.C. : 1 an, 3 mois et 4 jours), passe au 2^e échelon, à compter du 2-3-1974, indice 2057 (A.C. : épuisée);

Bécaye Gaye, Mle de solde 10591-B, Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales, commis d'administration, le 5-7-1963, est nommé intendant de 2^e classe, 1^{er} échelon, le 5-6-1973, indice 1141 (A.C. : 9 ans, 11 mois), passe au 2^e échelon, le 5-6-1973, indice 1434 (A.C. : 7 ans, 11 mois), promu à la 1^{re} classe, 1^{er} échelon, le 5-6-1973, indice 1573 (A.C. : 5 ans, 11 mois), passe au 2^e échelon, le 5-6-1973, indice 1725 (A.C. : 3 ans, 11 mois), promu principal de 2^e classe, 1^{er} échelon, le 5-6-1973, indice 1878 (A.C. : 1 an, 11 mois), passe au 2^e échelon, à compter du 5-7-1974, indice 2057 (A.C. : épuisée);

Momar Massamba Diop, Mle de solde 10919-R, Ministère de l'Education nationale, commis expéditionnaire, le 25-9-1968, est nommé intendant de 2^e classe, 1^{er} échelon, le 5-6-1973, indice 1141 (A.C. : 4 ans, 8 mois et 10 jours), passe au 2^e échelon, le 5-6-1973, indice 1434 (A.C. : 2 ans, 8 mois et 10 jours), promu à la 1^{re} classe, 1^{er} échelon, le 5-6-1973, indice 1573 (A.C. : 8 mois, 10 jours), passe au 2^e échelon, le 26-7-1974, indice 1725 (A.C. : épuisée), promu principal de 2^e classe, 1^{er} échelon, à compter du 26-7-1976, indice 1878 (A.C. : néant).

Par arrêté ministériel n° 10631 M.F.P.T.E.-D.F.P.-B.2 en date du 26 août 1976 :

Article unique. — M. Ibrahima Niang, Mle de solde 11814-K, adjoint technique de 2^e classe, 1^{er} échelon, à compter du 1-10-1973, en service à l'Imprimerie nationale de Rufisque, passe au 2^e échelon, à compter du 1-10-1975 (R.S.M. et A.C. : néant).

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

ARRETE MINISTERIEL n° 9886 M.J.S.-D.J.A.S.E. en date du 13 août 1976 portant création d'une commission nationale dite « Commission nationale pour la relance du théâtre populaire et de la musique ».

Article unique. — La commission nationale dite « Commission nationale pour la relance du théâtre populaire et de la musique » prévue aux articles 2 et 3 de l'arrêté n° 6220 du 2 juin 1976, est composée ainsi qu'il suit :

M^{me} Annette Mbaye D'Erneville, présidente;
MM. Abdoulaye Farba Sarr, vice-président;
Alioune Fall Cance, secrétaire-trésorier;
Félix Morisseau-Leroy, secrétaire chargé de l'organisation.

Membres :

MM. Mamour Alioune Faye;	MM. Chérif Fall;
Michael Mbaye;	Pierre Diouf;
Cheikh Abdoulaye Dieng;	Abdoulaye Seck.

COUR SUPRÊME

ARRET N° 1 C-76 DU 24 JUILLET 1976

La Cour suprême, sections réunies, statuant en matière constitutionnelle à l'audience non publique du samedi 24 juillet 1976, Saisie le 9 juillet 1976 par le Président de la République dans les conditions prévues à l'article 67 de la Constitution et aux articles 1^{er} et 32 de l'ordonnance n° 60-17 du 3 septembre 1960 portant loi organique sur la Cour suprême en vue de la déclaration de conformité à la Constitution de la loi organique votée par l'Assemblée nationale le 23 juin 1976 sous le n° 41 et portant Code électoral.

La Cour,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 49 et 67;

Vu l'ordonnance n° 60-17 du 3 septembre 1960 portant loi organique sur la Cour suprême, modifiée;

Vu l'ordonnance n° 63-04 du 6 juin 1963 portant loi organique fixant le nombre des membres de l'Assemblée nationale, leurs indemnités, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités, modifiée;

Vu la loi organique votée par l'Assemblée nationale le 23 juin 1976 sous le n° 41;

Où M. Bruno Cheramy, président de section, en son rapport;

Où M. Charles-Henry Dupuy-Dourreau, avocat général, en ses conclusions;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

Attendu qu'il résulte de l'extrait du procès-verbal analytique de la séance du 23 juin 1976 de l'Assemblée nationale que la loi organique soumise à l'examen de la Cour suprême a été votée, conformément à l'article 67 de la Constitution, à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale;

Attendu que ladite loi organique a pour objet, en abrogeant l'article premier et les articles 5 à 22 de l'ordonnance n° 63-04 du 6 juin 1963 portant loi organique fixant le nombre des membres de l'Assemblée nationale, leurs indemnités, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités, de se substituer à celle-ci en fixant désormais le nombre des membres de l'Assemblée nationale, les conditions de leur éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités;

Attendu que cet objet entre dans le champ d'application de l'article 49 de la Constitution aux termes duquel « ... une loi organique fixe le nombre des membres de l'Assemblée..., les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités »;

Attendu que le texte soumis à la Cour ne contient d'autre part aucune disposition contraire à la Constitution.

Par ces motifs :

Déclare conforme à la Constitution, la loi organique portant Code électoral votée le 23 juin 1976 sous le n° 41 par l'Assemblée nationale;

Dit que le présent arrêt sera notifié au Président de la République et au Président de l'Assemblée nationale et publié au Journal officiel.

Ainsi fait, jugé et prononcé par la Cour suprême, sections réunies, statuant en matière constitutionnelle, en son audience non publique des jour, mois et an que dessus à laquelle étaient présents :

MM. Kéba Mbaye, premier président, président;
Bruno Cheramy, président de section, rapporteur;
Menoumbé Sar, Laïty Niang, présidents de section;
Amadou Louis Guèye, conseiller.

En présence de M. Charles-Henry Dupuy-Dourreau avocat général.

Avec l'assistance de M^{re} Doudou Salmone Fall, greffier en chef.
Et ont signé le président, le rapporteur et le greffier en chef.

ARRET N° 2 C-76 DU 24 JUILLET 1976

La Cour suprême, sections réunies, statuant en matière constitutionnelle à l'audience non publique du samedi 24 juillet 1976, Saisie le 9 juillet 1976 par le Président de la République dans les conditions prévues à l'article 67 de la Constitution et aux articles 1^{er} et 32 de l'ordonnance n° 60-17 du 3 septembre 1960 portant loi organique sur la Cour suprême en vue de la déclaration de conformité à la Constitution de la loi organique votée par l'Assemblée nationale le 23 juin 1976 sous le n° 43, modifiant et complétant l'ordonnance n° 60-17 du 3 septembre 1960 portant loi organique sur la Cour suprême;

La Cour,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 67 et 34;

Vu l'ordonnance n° 60-17 du 3 septembre 1960 portant loi organique, sur la Cour suprême, modifiée;

Vu la loi organique votée par l'Assemblée nationale le 23 juin 1976 sous le n° 43;

Vu l'extrait du procès-verbal analytique de la séance de l'Assemblée nationale du 23 juin 1976;

Où M. Bruno Cheramy, président de section, en son rapport;

Où M. Charles-Henry Dupuy-Dourreau, en ses conclusions;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

Attendu qu'il résulte de l'extrait du procès-verbal analytique de la séance du 23 juin 1976 de l'Assemblée nationale que la loi organique soumise à l'examen de la Cour suprême a été votée conformément à l'article 67 de la Constitution, à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale;

Attendu que la loi organique soumise à la Cour suprême a pour unique objet, en modifiant et complétant l'ordonnance n° 60-17 du 3 septembre 1960 portant loi organique sur la Cour suprême, de préciser la procédure à suivre en ce qui concerne les recours en matière électorale portés devant la Cour suprême;

Attendu que cet objet entre dans le champ d'application de l'article 84 de la Constitution aux termes duquel « une loi organique détermine les autres compétences de la Cour suprême, son organisation et la procédure suivie devant elle »;

Attendu que le texte soumis à la Cour ne contient d'autre part aucune disposition contraire à la Constitution.

Par ces motifs :

Déclare conforme à la Constitution la loi organique modifiant et complétant l'ordonnance n° 60-17 du 3 septembre 1960 portant loi organique sur la Cour suprême votée le 23 juin 1976 sous le n° 43 par l'Assemblée nationale ;

Dit que le présent arrêté sera notifié au Président de la République et au Président de l'Assemblée nationale et publié au Journal officiel.

Ainsi fait, jugé et prononcé par la Cour suprême, sections réunies, statuant en matière constitutionnelle, en son audience non publique des jour, mois et an que dessus à laquelle étaient présents :

MM. Kéba Mbaye, premier président, président;
Bruno Cheramy, président de section, rapporteur;
Menoumbé Sar, Laïty Niang, présidents de section;
Amadou Louis Guèye, conseiller.

En présence de M. Charles-Henry Dupuy-Dourreau, avocat général.

Avec l'assistance de M^{re} Doudou Salmone Fall, greffier en chef.
Et ont signé, le président, le rapporteur et le greffier en chef.

COUR D'APPEL

LISTE DES COMMISSAIRES-AUX COMPTES

L'an mil neuf cent soixante-seize et le vingt-trois juillet à onze heures trente;

La commission instituée par le décret du 3 septembre 1936 en vue d'établir la liste des personnes parmi lesquelles les sociétés par actions faisant appel à l'épargne publique devront choisir un commissaire, s'est réunie au palais de justice de Dakar sur convocation de son président;

Etaient présents:

MM. Gilbert André, président de chambre à la Cour d'appel, président;

Pierre Doucot et Youssoupha Ndiaye, vice-présidents au Tribunal de Dakar, membres.

Tous trois nommés par décret n° 76-0091 du 26 janvier 1976;

En présence de M. Diadiou, inspecteur des impôts, représentant le directeur de l'Enregistrement, des Domaines et Timbres;

M^{re} Touré, greffier en chef, près la Cour d'appel, secrétaire;

Après délibération, la commission a arrêté ainsi qu'il suit la liste des commissaires aux comptes agréés par la Cour d'appel pour l'année 1976:

1. Robert Balayer, 64, rue Wagane-Douf, Dakar;
2. Claude Bardin, 26, avenue Pasteur, B.P. n° 2085, Dakar;
3. Michel Barnabé, 26, avenue Roume, B.P. n° 1791, Dakar;
4. Georges Bernagaud, 68, avenue Jean-Jaurès, 33, Cenon, France;
5. Georges Beziat, 26, rue Galandou-Diouf, B.P. n° 1149, Dakar;
6. André Bouvier, 128, boulevard Haussman, Paris (8°);
7. René Bonnevie, 195, rue de Bercy (Tour Gamma b) 75.582 Paris, Cedex 12;
8. Jacques Brussier, 64, rue de Longchamp, 92, Neuilly Sur-Seine;
9. Bernard Burolaud, 62, rue du Louvre, Paris (11°), France;
10. Bernard Cordier, 2, rue Nanteuil, 511.00 Reims, France;
11. Papa Demba Cisse, Inspection générale d'Etat, Dakar;
12. Maurice Cunin, 1, avenue Niel, Paris (17°);
13. Gilles de Galan, 34, rue Laborde, 75, Paris VIII°;
14. Georges Delagnes, 3, rue Marguerite, Paris (17°);
15. Henri Joseph Desselgné « El Dorado », Chemin de la Vieille Butte, 78, Saint-Germain en Laye;
16. Vertrand Dubel, 7, rue Scheffer, Paris XVI°, France;
17. M^{re} Annie Dreyfus Millier, 13, rue Laugier, Paris (17°), France;
18. Jacques Duboscq, 74, rue du Docteur Thèze angle Jules-Ferry, Dakar;
19. Sadia Faty, 22, rue des Essarts, Fiduciaire France-Afrique;
20. Henri Focillon, 65, rue de la Victoire, Paris (9°), France;
21. Bruno Frely, 65-67, rue de la Victoire, Paris (9°), Groupe Fiduciaire, France;
22. Magaye Gaye, 20, rue Thiers, B.P. 3198, Dakar, tél : 222-48, 232-35;
23. Mamadou Gaye, 20, rue Thiers, Dakar;
24. Maurice Guidez, 22, rue des Essarts, B.P. 2085, Dakar;
25. Raymond Held, Phosphates de Taïba, B.P. n° 1713, Dakar;
26. Jacques Hille, 22, rue des Essarts, Facs, B.P. n° 545, Dakar;
27. Holtzer Gérard, 22, rue des Essarts, Dakar;
28. Jean Jacques Hehman, 41, rue Val d'Or, 92, Saint-Cloud, France;
29. Lassiné Kaloss, commissaire aux comptes, 4, rue Condorcet, 51.100, Reims, France;
30. Sékou Konaté, 37, rue Dumont-d'Urville, 51, Reims, France;
31. Allidou Koussé, B.P. n° 1140, Cotonou, assistant à l'Université du Dahomey;
32. Julliot de la Morandière, 55, boulevard des Batignolles, 75558, Paris;
33. Gaston Lachène 17, rue Saint-Guillaume Courbevoie Becom, Haute Seine;
34. Alain Lecompte, 5, impasse du Levant, 51, Reims (Marne), France;
35. Charles Lecompte, 5, rue Victor-Champs, Saint-Etienne, Loire 42;
36. Raymond Lecompte, 5, impasse du Levant, 51, Reims, France;
37. Marcel Lessoul, 65, rue de la Victoire, 75.009, Paris;
38. Christian Magraner, B.P. n° 2911, 53-55, rue Thiers, Dakar;

39. Raymond Maurin, rue Thiers angle Docteur Thèze, Dakar;
40. Louis Marotte, 9, rue Lauriston, 75, Paris (16°);
41. Albert Mognat, 157, chemin Ramelet Moundi, Toulouse (Haute Garonne);
42. Georges Nadreau, 71 avenue du Président Lamine-Guèye, Dakar;
43. Jean Osterberger, 1, place Tascher, B.P. n° 2085, Dakar;
44. Maurice Pasquet, grand rue Laprade (Lot et Garonne);
45. Albert Pavis, 16, rue Gracieuse, Paris (5°);
46. Idy Pouye, 12 avenue Albert-Sarraut, B.P. n° 3288.
47. Gaston Ray, 68, rue de Rome, Paris (8°);
48. Louis Rodeau (Fils), 90, avenue Léo Légrange, 33, Le Bouscat, France;
49. Henri Sheid, 26, rue Robert Brun, B.P. n° 2844, Dakar;
50. Seydou Sack, rue 7 angle L, derrière annexe les Bambis, Point E, Dakar;
51. Doudou Seydi, expert comptable, diplômé par l'Etat, 113, rue Mohamed V, Dakar;
52. Mamadou Sy, 80, avenue William-Ponty, Dakar;
53. Alioune Sow, 74, rue Thiers, Dakar;
54. René Thevenot, 29, rue du Général Foy, Paris (8°), 75.008;
55. Alexis Thomas, 46, rue Diderot, 18, Bourges, France.

La commission a ensuite chargé son secrétaire de porter ces décisions à la connaissance des intéressés et d'en assurer la publication conformément à la législation en vigueur;

Et de ce que dessus a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le président, les membres et le secrétaire.

Pour extrait certifié conforme :

Le Secrétaire,
Greffier en chef,
M^{re} TOURE,

JUSTICE DE PAIX DE SEDHIOU

FIXATION DES AUDIENCES DE VACATIONS

L'an mil neuf cent soixante-seize et le vingt-sept juillet,

Le Tribunal de la Justice de Paix de Sédhiou (Sénégal), composé de M. Diéré Thiam, président et M^{re} Kéba Diop, greffier en chef, en présence également de M^{re} Amadou Allassane Bâ, fonctionnaire-huissier;

Délibérant en la chambre du conseil, au Palais de Justice de ladite ville, a fixé ainsi qu'il suit les audiences de vacations de cette juridiction pendant la période des vacations judiciaires de l'année 1976, conformément aux mesures arrêtées lors de la conférence des magistrats tenue à Vélingara le 26 juillet 1976.

Le tribunal

Vu les dispositions réglementaires en la matière;

Fixe de la manière suivante, les audiences de vacations du Tribunal de Paix de Sédhiou pour la période de vacation judiciaire de l'année 1976.

Mois d'août 1976:

En matière civile, correctionnelle et de simple police :

— Le jeudi 12 août 1976;

— Le jeudi 26 août 1976.

Mois de septembre 1976:

En matière civile, correctionnelle et de simple police :

— Le jeudi 2 septembre 1976;

— Le jeudi 30 septembre 1976.

Mois d'octobre 1976:

En matière civile, correctionnelle et de simple police :

— Le jeudi 7 octobre 1976;

— Le jeudi 28 octobre 1976.

Ordonne que ces dates d'audience de vacations seront publiées au Journal officiel de la République du Sénégal, à la diligence du juge de paix de Sédhiou.

En foi de quoi le présent procès-verbal a été dressé et signé les jour, mois et an susdits.

JUSTICE DE PAIX DE MATAM

PROCES-VERBAL DE DELIBERATION
DES AUDIENCES DE VACATIONS

L'an mil neuf cent soixante-seize, et le dix sept juillet;

Par-devant nous, Amadou Moustapha Diop, juge de paix à Matam, président, s'est réunie en chambre de conseil;

En présence de M^r Tété MANÉ, greffier, une réunion fixant les dates d'audience pour les vacances judiciaires de l'année mil neuf cent soixante-seize;

Le tribunal, après en avoir délibéré, a fixé comme suit les jours d'audiences civile, correctionnelle et de simple police:

- Jeudi 19 août 1976;
- Jeudi 23 septembre 1976;
- Jeudi 21 octobre 1976.

Ordonnons la publication de ces dates d'audience de vacations au Journal officiel de la République du Sénégal.

Fait en chambre de conseil, les jour, mois et an que dessus et ont signé le juge et le greffier.

Suivent les signatures.
Pour expédition certifiée conforme:
Matam, le 17 juillet 1976.
Le greffier en chef,
Tété MANÉ.

JUSTICE DE PAIX DE DAGANA

AUDIENCE DE VACATIONS

L'an mil neuf cent soixante-seize et le vingt-six juillet;

En exécution des dispositions de l'arrêté n° 7068 M.A.C.S.A.J. du 22 juin 1976 du ministre d'Etat chargé de la Justice, Garde des Sceaux, le Tribunal de la Justice de Paix de Dagana s'est réuni en assemblée générale au Palais, cabinet du juge, sous la présidence de M. Abdoulaye Yérém Ndiaye, juge de paix, pour délibérer sur les dates d'audience des vacations pour l'année 1976.

Etaient présents:

MM. Abdoulaye Yérém Ndiaye, juge de paix, président;
Amadou Baldy Diongue, greffier en chef;
Alioune Badara Diallo, secrétaire, membre.

L'assemblée a arrêté ainsi qu'il suit les jours et dates des audiences de vacations.

AUDIENCES CIVILES ET CORRECTIONNELLES

- Les 4 et 25 août 1976;
- Les 1^{er} et 29 septembre 1976;
- Les 6 et 27 octobre 1976.

De tout ce qui dessus, le présent procès-verbal a été dressé les jour, mois et an susdits.

Et ont signé: le juge et le greffier en chef.

PARTIE NON OFFICIELLE

CONSERVATION DE LA PROPRIETE
ET DES DROITS FONCIERS

BUREAU DE THIÈS

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de première instance de Thiès.

Suivant réquisition n° 706, déposée le 16 août 1976, M. Mouhamadou Thioune, comptable, demeurant à Thiès, a demandé l'imma-

trication au livre foncier de Thiès, d'un immeuble rural, consistant en un verger, d'une contenance totale de 31.349 mètres carrés, situé à Keur Sèga Wore (sous-préfecture de Pout) et borné de tous côtés par les terrains non immatriculés.

Il a déclaré:

1° Que ledit immeuble lui appartient pour avoir été autorisé à requérir l'immatriculation à son nom en vertu des dispositions du décret n° 75-356 du 28 mars 1975;

2° Qu'il n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 707, déposée le 18 août 1976, le receveur des Domaines, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal, domicilié à Thiès, Place de France, a demandé l'immatriculation au livre foncier de Thiès, d'un immeuble rural, consistant en un terrain bâti et planté d'arbres fruitiers, d'une contenance totale de 30.475 mètres carrés, situé sur la route de Keur Matar, (sous-Préfecture de Pout), et borné de tous côtés par des terrains non immatriculés.

Il a déclaré:

1° Que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal pour avoir été incorporé au domaine national par l'effet de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue par le chapitre II du titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964, ainsi qu'il résulte du décret n° 75-357 du 28 mars 1975;

2° Qu'il n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la propriété foncière,
Cheikh Mbacké DIEYE.

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 3507 D.G., appartenant à M. Bakary Ndiaye. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1870 de la commune de Saint-Louis appartenant à M. Makha Diouf. 2-2

Etude de Maître Moustapha Thiam, notaire
51, rue du Docteur Thèze, Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 5783 D.G., appartenant à M. Mapote Mbengue. 2-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 6439-D.G., appartenant à feu Ousseynou Ndeye. 2-2

Etude de M^r Amadou Moustapha Niang, notaire
à Kaolack (Sénégal)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 1467 du Sine-Saloum, appartenant à M. Omar Ndiaye, commerçant, demeurant à Kaolack. 2-2

Etude de M^e Babacar Niang, avocat à la Cour
42, avenue Georges-Pompidou, Dakar

VENTE DE FONDS DE COMMERCE (Deuxième insertion)

Suivant acte sous-seing privé en date du 21 juillet 1976, pris en exécution d'un arrêt n° 203 du 11 juin 1976 de la Chambre civile de la Cour d'appel de Dakar.

M. Marius Jaubertie, moniteur d'auto-école, né le 9 mai 1922 à Périgueux (Dordogne, France), demeurant à Dakar, 16, avenue Albert-Sarraut, élisant domicile en l'étude de M^e Gobolde et Reyss, avocats à la Cour 33, avenue Roume à Dakar.

A vendu à :

M. André Valade, moniteur d'auto-école, né le 27 octobre 1921 à Combes (Aveyron, France), demeurant, 16, avenue Albert-Sarraut, mais ayant domicile élu en l'étude de M^e Babacar Niang, avocat à la Cour, 42, avenue Georges-Pompidou à Dakar :

— Un fonds de commerce connu sous le nom de « Auto-Ecole JEANNETE », immatriculé au registre de commerce de Dakar, sous le n° 3935-A et comprenant :

- l'enseigne et le nom commercial sous lequel il est exploité;
- la clientèle et l'achalandage qui y sont attachés;
- le droit au bail des lieux où il est exploité (16, avenue Albert-Sarraut).

Les agencements et installations ainsi que le mobilier de bureau.

Le prix de vente est fixé à 821.824 francs.

L'acte de vente sous-seing privé, en date du 21 juillet 1976, a été enregistré le 30 juillet 1976, aux droits perçus de 171.400 francs.

En vertu de l'article 406 du Code des obligations, les créances chirographaires ou bénéficiant d'un privilège général sur les meubles et immeubles ont un délai de 10 jours francs, à compter de la dernière des publications pour former opposition.

Etude de M^e H. L. Senghor, notaire à Dakar
47, boulevard de la République, 47

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 7084 des communes de Dakar et Gorée, appartenant aux héritiers de M. Jacob Avedikian.
1-2

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

L'application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 4516 du Journal officiel en date du 11 septembre 1976 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement le 22 septembre 1976

Le Chef du Service de Liaison,
Mountagha Ismaïle Sy

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 631 de Louga appartenant à Brahime Hachime et à Lala Khadouje Hamoudi et ses enfants.
3-2

Etude de M^e Amadou Moustapha Niang, notaire
à Kaolack (Sénégal)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2841 du Sine-Saloum, appartenant à M. Mamadou Thiam, commerçant, demeurant à Kaolack.
1-2

EN VENTE

A L'IMPRIMERIE NATIONALE
A RUFISQUE

COMPTE CHÈQUES POSTAUX : DAKAR 45-20

EN VENTE

Aux Éts BUHAN ET TEISSEIRE

1, RUE DES ESSARTS A DAKAR

COMPTE CHÈQUES POSTAUX : DAKAR 093-84

LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

(ÉDITION DE 1972)

Livré sur place 850 Francs

PAR LA POSTE :

(Ex. A. O. F.)		(autres États)
Recommandé Ordinaire.....	1.300 Frs.	Recommandé Ordinaire..... 2.000 Frs.
Recommandé Avion.....	1.750 Frs.	Recommandé Avion..... 2.850 Frs.

Il n'est pas fait d'envoi contre remboursement.

EN VENTE

A L'IMPRIMERIE NATIONALE
A RUFISQUE SÉNÉGAL

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

(TITRE VI DU CODE DU TRAVAIL)

Brochure prise à RUFISQUE 325 F.C.F.A.

IL N'EST PAS FAIT D'ENVOI CONTRE REMBOURSEMENT

Recommandé ordinaire.....	500 F. C.F.A.
Avion recommandé ex-A. O. F.....	600 F. C.F.A.
Avion recommandé ex-A. E. F. et Cameroun.....	740 F. C.F.A.
Avion recommandé Guinée et Togo.....	740 F. C.F.A.

EN VENTE

AUX ÉTABLISSEMENTS BUHAN & TEISSEIRE
1, RUE DES ESSARTS, DAKAR — C.C.P. 093-84

A L'IMPRIMERIE
NATIONALE
A RUFISQUE
C. C. P. DAKAR 45-20

EN VENTE

A LA PAPETERIE
BUHAN ET TEISSEIRE
1, RUE DES ESSARTS
A DAKAR

LE CODE FORESTIER

Loi n° 65-23 du 9-2-65 (Partie législative)

Décret n° 65-078 du 10-2-65 (Partie réglementaire)

Sur place : 125 fr.

PAR LA POSTE :

Ordinaire recommandé.....	270 fr. C. F. A.
Avion recommandé (ex A. O. F.).....	390 fr. C. F. A.
Avion recommandé (France ex A. E. F.).....	500 fr. C. F. A.

(Il n'est pas fait d'envoi contre remboursement)

A L'IMPRIMERIE
NATIONALE
A RUFISQUE
C. C. P. 45-20 DAKAR

EN VENTE

A LA PAPETERIE
BUHAN ET TEISSEIRE
1, rue DES ESSARTS
D A K A R

LES TABLES DES MATIÈRES DU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL ANNÉE 1973

SUR PLACE : 1.500 fr.

PAR LA POSTE :

Sénégal et ex-A. O. F. - Ordinaire recommandé.....	2.025 fr. C. F. A.
— Avion recommandé.....	2.300 fr. C. F. A.
France et ex-A. E. F. - Ordinaire recommandé.....	2.100 fr. C. F. A.
— Avion recommandé.....	2.500 fr. C. F. A.

Il n'est pas fait d'envoi contre remboursement.

A L'IMPRIMERIE
NATIONALE
A RUFISQUE
C. C. P. 45-20 DAKAR

EN VENTE

A LA PAPETERIE
BUHAN ET TEISSEIRE
1, rue DES ESSARTS
D A K A R

LES TABLES DES MATIÈRES DU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL ANNÉE 1974

SUR PLACE 1.500 fr.

PAR LA POSTE :

Sénégal et ex-A. O. F. - Ordinaire recommandé.....	2.025 fr. C. F. A.
— Avion recommandé.....	2.300 fr. C. F. A.
France et ex-A. E. F. - Ordinaire recommandé.....	2.100 fr. C. F. A.
— Avion recommandé.....	2.500 fr. C. F. A.

Il n'est pas fait d'envoi contre remboursement.

VIENT DE PARAÎTRE
A L'IMPRIMERIE NATIONALE - RUFISQUE

LA JUSTICE AU SÉNÉGAL

3^e ÉDITION
mise à jour au
1^{er} janvier 1969

Livrée sur place 850 fr.

PAR LA POSTE :

Recommandé Avion ex A. O. F.	1.250 fr.
Recommandé Avion ex A. E. F. - Cameroun et France.....	1.500 fr.
Recommandé Ordinaire.....	1.110 fr.